

# BANQUE CENTRALE DU CONGO



## NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS D'OCTOBRE 2015

NOVEMBRE 2015

**Banque Centrale du Congo**

**Adresse :** 563, Boulevard Colonel Tshatshi  
Kinshasa-Gombe  
République Démocratique du Congo

**Adresse postale :** 2697 Kinshasa 1

**Téléphone :** (243)815556966  
(243)818108009  
(243)815084402

**Site Web:** <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

## I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Le mois d'octobre 2015 a été marqué par la publication de nouvelles perspectives de l'économie mondiale du FMI qui font état d'une baisse de l'activité économique mondiale en 2015, soit un taux de croissance estimé à 3,1 % contre une réalisation de 3,4 % observée en 2014. Ce résultat démontre à suffisance que le retour à une expansion mondiale robuste et synchronisée tel que souhaitée, semble s'éloigner, au regard de la situation actuelle de l'économie mondiale.

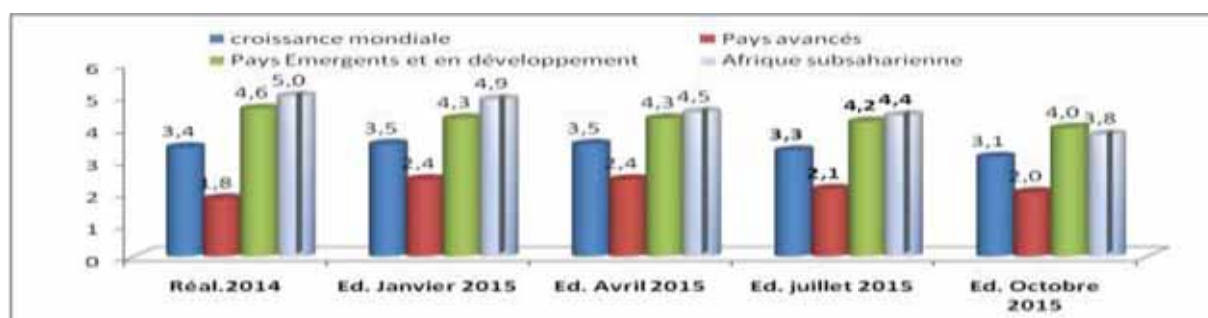
En effet, ce ralentissement de l'économie mondiale *tient de difficultés auxquelles toutes les économies sont confrontées, notamment (i) la transformation de l'économie chinoise, (ii) la baisse des cours de produits de base et (iii) la normalisation de la politique monétaire de la Fed. Toutefois, cette croissance devrait progresser en 2016, soit à 3,6 %, tirée principalement par le dynamisme de l'activité dans les économies avancées et contrebalancée par le ralentissement des économies émergentes et en développement.*

Dans les économies avancées, les perspectives à très court terme indiquent une croissance vigoureuse, impulsée par la disparition des effets de la crise conjuguée à la mise en œuvre des politiques monétaires ultra-accommodantes et des politiques budgétaires neutres. Le taux de croissance se hisserait à 2,0 % et 2,2 % respectivement en 2015 et 2016 contre 1,8 % en 2014.

S'agissant des économies émergentes et des pays en développement, l'activité devrait ralentir en 2015 pour la cinquième année consécutive, en raison de plusieurs facteurs notamment le fléchissement de la croissance des pays exportateurs de pétrole, le ralentissement de la Chine, principal partenaire de ces pays ainsi que des tensions géopolitiques et des troubles internes dans plusieurs pays, etc.

Toutefois, principalement dans les économies émergentes, les risques de la dégradation se sont accentués par rapport aux mois précédents après qu'elles aient assoupli leurs taux de change, augmenté leurs réserves de change et recouru aux financements extérieurs en monnaie locale. La baisse rapide des primes de risque sur les obligations pourrait entraîner une hausse des taux d'intérêt à long terme.

Graphique 1 : Evolution de l'activité économique mondiale



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, édition d'octobre 2015.

Par ailleurs, dans son dernier rapport sur le commerce mondial 2015, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) anticipe de fortes retombées de l'Accord de Facilitation des Echanges (AFE) sur le commerce et la croissance. Pour l'OMC, une bonne mise en œuvre de l'AFE pourrait se traduire par une progression des exportations mondiales de marchandises allant jusqu'à 1.000 milliards de dollars américains par an.

S'agissant particulièrement des pays en développement, l'OMC estime que les retombées de l'AFE seraient particulièrement positives, en ce sens qu'elles pourraient aider ces pays *(i) à diversifier leurs exportations, (ii) à renforcer leur participation aux chaînes de valeur mondiales, (iii) à élargir la participation de petites et moyennes entreprises au commerce international, (iv) à contribuer à attirer davantage d'investissements directs étrangers et (v) à accroître les recettes publiques et lutter contre la corruption.*

## 1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques

### 1.2.1 Pool Europe

Dans la zone euro, la reprise économique devrait se poursuivre en 2015 et se conforter en 2016, en dépit du ralentissement observé dans les économies émergentes. Le taux de croissance de la Zone euro devrait se situer à 1,5 % et 1,6 % respectivement en 2015 et 2016, selon les perspectives de l'économie mondiale, après une croissance de 0,8 % réalisée en 2014. Cette performance s'explique par (i) la baisse des prix de l'énergie sur fond de chute des prix du pétrole, (ii) les effets positifs de la politique monétaire accommodante de la BCE, favorisant l'activité via l'accès au crédit et (iii) la dépréciation de l'euro.

S'agissant des prix à l'intérieur de la zone, le taux d'inflation est demeuré en deçà de l'objectif de 2 % fixé par la BCE, et ce, en dépit de mesures d'assouplissement quantitatif mises en œuvre pour booster la demande intérieure. L'inflation mensuelle s'est établie à 0 % contre -0,1 % en septembre dernier, alimentant ainsi les anticipations du marché sur une action supplémentaire de la BCE dans les prochains mois. Quant au marché de l'emploi, le taux de chômage s'établirait à 10,8 % en 2015 et atteindrait 10,6 % en 2016.

### 1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, l'activité économique poursuit son raffermissement en dépit de la détérioration du climat économique mondial, notamment dans les principales économies émergentes. D'après les perspectives du FMI, le taux de croissance devrait se hisser à 2,6 %, soit une légère progression de 0,2 point par rapport à celui réalisé en 2014. Cette croissance reste tirée par une forte demande intérieure. Quant au marché de l'emploi, il s'est amélioré au cours des derniers mois, avec une création d'emploi de 187.000 emplois au cours de trois derniers mois, soit un niveau proche de 200.000 emplois que s'est fixé la Fed chaque mois.

Ces performances devraient conduire la Fed à normaliser sa politique monétaire d'ici le mois de décembre 2015, étant donné que le comportement du marché de l'emploi constitue un indicateur clé de décision de l'Autorité monétaire.

### 1.2.3. Pays d'Asie et pays émergents

**En Chine**, les statistiques économiques publiées par le Bureau national des statistiques (BNS) démontrent à suffisance le signe d'essoufflement de l'économie observé depuis plusieurs mois. Selon le BNS, l'activité manufacturière s'est contractée au cours du mois d'octobre courant pour le troisième mois consécutif, attestée par l'indice PMI qui s'est établi à 49,8. Pour rappel, la croissance économique a ralenti à 6,9 % au troisième trimestre, soit le plus bas taux réalisé depuis la crise financière de 2009.

Par ailleurs, la Banque centrale a donné libre cours aux banques nationales de fixer leurs propres taux d'intérêt sur les dépôts. Par cette mesure, l'Etat veut laisser les forces du marché présider à la fixation des taux d'intérêt. Pour ce qui est de l'intervention de la Banque centrale, elle devrait s'inscrire dans le cadre de différentes phases de croissance et cycles d'inflation. En effet, dans de circonstances atypiques, une régulation peut s'avérer nécessaire étant donné que ce mécanisme constitue un outil essentiel pour les politiques de macro-contrôle.

En outre, la Banque Nationale a lancé la première phase du système de paiement international du pays, une étape historique de l'internationalisation de la monnaie chinoise, le renminbi ou yuan.

**Au Japon**, la Banque Centrale (BoJ) a décidé de maintenir sa politique monétaire inchangée, en dépit de la baisse des exportations et des prix du pétrole, susceptible d'alimenter le doute sur la remontée du niveau général des prix à 2 % en 2016. Selon le Gouverneur de la BoJ, en dépit de cette baisse, le comportement des prix à la consommation suit une tendance à la hausse, quoique certains analystes tablent sur une nouvelle contraction au troisième trimestre après une celle observée au second trimestre.

### 1.2.4. Pool Afrique

Le rapport sur les Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne publié par le Fonds Monétaire International souligne que l'activité économique dans cette région du continent s'est nettement affaiblie, passant de 5,0 % en 2014 à 3,8 % en 2015.

Trois facteurs essentiels ont été à la base de la croissance vigoureuse de la région au cours de la dernière décennie à savoir, (i) l'amélioration considérable du climat des affaires et de l'environnement macroéconomique, (ii) le niveau élevé des cours des produits de base et (iii) les conditions financières mondiales particulièrement favorables. Cependant, la forte croissance observée ces dernières années s'est dissipée, même si l'activité demeure plus soutenue que dans d'autres régions émergentes ou en développement.

En outre, compte tenu de la possibilité que l'environnement extérieur devienne encore moins favorable, ces perspectives restent exposées à des aléas négatifs

d'autant plus que certains pays abordent cette nouvelle période avec des amortisseurs extérieurs et budgétaires plus réduits qu'au moment de la crise financière mondiale.

Par ailleurs, le dernier rapport du FMI sur l'Évaluation économique de la République Démocratique du Congo (RDC) indique que l'économie congolaise, comparée à celle des autres régions du monde, a enregistré, au cours de ces cinq dernières années, de fortes performances macroéconomiques traduites par une croissance robuste. En effet, en 2014, la croissance s'est établie à 9,2 %, tirée principalement par l'activité du secteur extractif (secteur minier).

Cependant, en dépit de progrès réalisés et des réformes structurelles mises en œuvre notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, l'économie congolaise demeure caractérisée par un budget limité et une pauvreté généralisée. Cette situation maintient le pays dans la catégorie des pays fragiles et contribue à l'augmentation de la vulnérabilité, alimentée notamment par la baisse des cours de produits de base et le niveau faible des réserves de change.

Dans ce contexte, le rapport souligne que les Autorités devraient (i) diversifier l'économie et la rendre plus inclusive, (ii) maximiser les avantages de l'exploitation des ressources naturelles afin qu'elles profitent à la population, (iii) définir des actions susceptibles de rendre l'économie plus résiliente aux chocs internes et externes, etc.

### 1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

L'ensemble des cours moyens du mois d'octobre 2015 des produits énergétiques et miniers intéressant l'économie congolaise a connu des hausses comme l'atteste le tableau ci-dessous :

**Tableau 1 : Produits miniers et énergétiques**

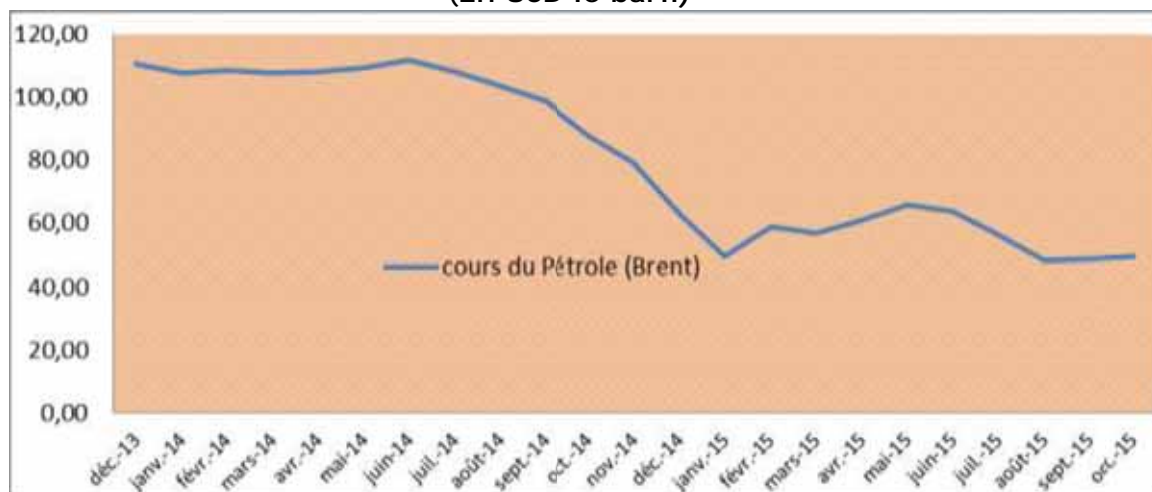
|                                   | déc-14    | janv-15   | févr-15   | mars-15   | avr-15    | mai-15    | juin-15   | juil-15   | août-15   | sept-15   | oct-15    |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <i>Produits énergétiques</i>      |           |           |           |           |           |           |           |           |           |           |           |
| Cours du Pétrole (brent) \$/baril | 62,99     | 49,39     | 58,88     | 56,91     | 60,98     | 65,76     | 63,83     | 56,63     | 48,24     | 48,54     | 49,47     |
| variation mensuelle (en %)        |           | - 21,58   | 19,22     | - 3,36    | 7,16      | 7,83      | - 2,92    | - 11,28   | - 14,82   | 0,62      | 1,92      |
| <i>Produits miniers</i>           |           |           |           |           |           |           |           |           |           |           |           |
| Cours du Cuivre LME \$/tm         | 6 428,78  | 5 868,02  | 5 681,90  | 5 913,00  | 6 017,84  | 6 307,00  | 5 855,88  | 5 477,33  | 5 087,43  | 5 217,32  | 5 221,66  |
| variation mensuelle (en %)        |           | - 8,72    | - 3,17    | 4,07      | 1,77      | 4,81      | - 7,15    | - 6,46    | - 7,12    | 2,55      | 0,08      |
| Cours du Cobalt Londres \$/tonne  | 31 535,66 | 31 775,47 | 32 273,73 | 30 861,93 | 30 090,31 | 31 059,60 | 31 059,60 | 31 067,28 | 30 071,48 | 30 022,08 | 30 022,08 |
| variation mensuelle (en %)        |           | 0,76      | 1,57      | - 4,37    | - 2,50    | 3,22      | - 0,00    | 0,02      | - 3,21    | - 0,16    | -         |
| Cours de l'or New York \$/o.t.    | 1 198,16  | 1 253,15  | 1 230,42  | 1 181,80  | 1 199,43  | 1 196,76  | 1 182,25  | 1 131,72  | 1 119,04  | 1 123,87  | 1 156,30  |
| variation mensuelle (en %)        |           | 4,59      | - 1,81    | - 3,95    | 1,49      | - 0,22    | - 1,21    | - 4,27    | - 1,12    | 0,43      | 2,89      |

Sources : Les échos, Banque centrale du Congo.

### 1.3.1 Pétrole brut

Pour le troisième mois consécutif, le cours moyen du baril de Brent s'est maintenu sous le seuil de 50 USD. En effet, au terme du mois d'octobre 2015, le cours moyen du pétrole s'est fixé à 49,47 USD le baril, enregistrant une hausse de 1,92 % par rapport au mois précédent. Cette hausse fait notamment suite à la perspective d'une baisse de la production américaine qui inonde depuis plusieurs mois le marché.

**Graphique 2 : Evolution du cours de pétrole en 2014 et 2015**  
(En USD le baril)



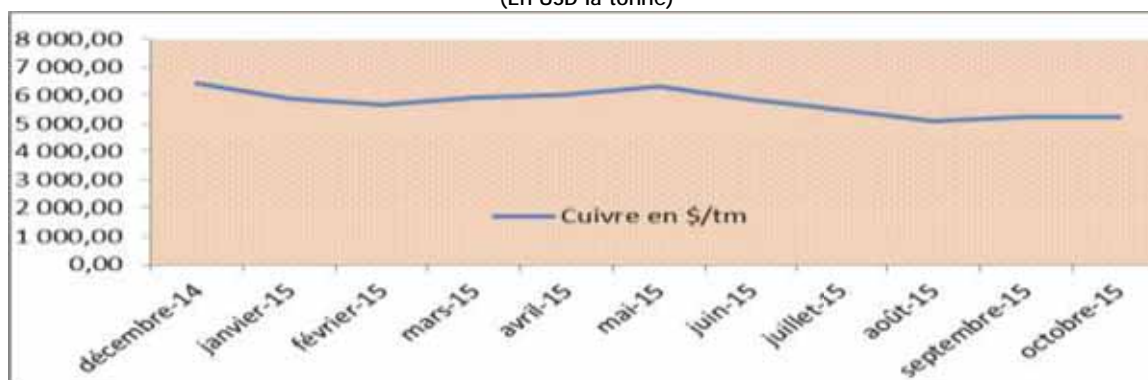
Source : Banque Centrale du Congo

### 1.3.2 Produits miniers

#### ➤ Le cuivre

Le cours moyen du cuivre, qui a enregistré une légère hausse de 0,08 % par rapport au mois passé, se situe à 5 221,66 USD la tonne au 30 octobre 2015. Les bonnes perspectives sur la croissance américaine expliquent cette hausse.

**Graphique 3 : Evolution du cours du cuivre en 2014 et 2015**  
(En USD la tonne)



Source : Banque Centrale du Congo.

## ➤ Le Cobalt

Au 30 octobre 2015, le cours moyen de la tonne du cobalt sur le marché de Londres s'est établi à 30.022,08 USD comme le mois précédent.

## ➤ L'or

Le prix moyen mensuel de l'or s'est établi à 1.156,30 USD l'once, enregistrant une hausse de 2,89 % suite notamment au bon comportement de la demande chinoise pour ce métal.

### 1.3.3 Produits agricoles

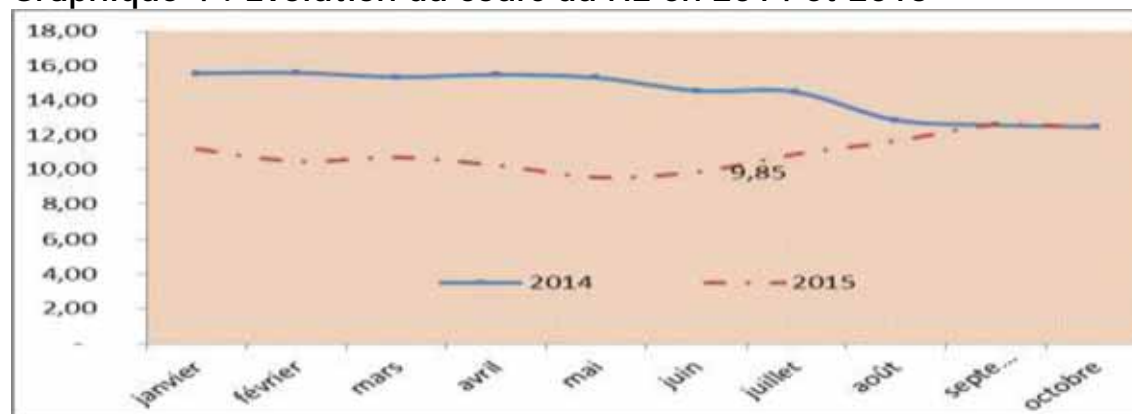
Hormis le cours moyen du riz qui a enregistré une baisse au cours du mois d'octobre, les prix de tous les autres produits ont enregistré des hausses. La baisse du cours du riz est principalement due au recul de la demande d'importation de grands pays exportateurs. Par ailleurs, les cours du blé et du maïs ont été principalement portés par des conditions météorologiques non favorables à la culture observées dans les grandes zones de production.

Tableau 2 : Produits agricoles

|                                | déc-14 | janv-15 | févr-15 | mars-15 | avr-15 | mai-15 | juin-15 | juil-15 | août-15 | sept-15 | oct-15 |
|--------------------------------|--------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|
| <i>Produits agricoles</i>      |        |         |         |         |        |        |         |         |         |         |        |
| Cours du riz Chicago Cts/lb    | 12,10  | 11,18   | 10,47   | 10,70   | 10,24  | 9,55   | 9,85    | 10,88   | 11,64   | 12,58   | 12,43  |
| variation mensuelle (en %)     |        | - 7,64  | - 6,34  | 2,20    | - 4,28 | - 6,73 | 3,10    | 10,45   | 6,99    | 8,05    | - 1,22 |
| Cours du Blé Chicago \$/tonne  | 614,66 | 542,95  | 517,73  | 506,93  | 503,88 | 493,38 | 517,35  | 549,57  | 499,23  | 489,95  | 511,65 |
| variation mensuelle (en %)     |        | - 11,67 | - 4,65  | - 2,09  | - 0,60 | - 2,08 | 4,86    | 6,23    | - 9,16  | - 1,86  | 4,43   |
| Cours du Maïs Chicago \$/tonne | 146,09 | 142,51  | 140,90  | 140,80  | 137,74 | 132,33 | 133,69  | 149,22  | 135,23  | 137,03  | 140,78 |
| variation mensuelle (en %)     |        | - 2,45  | - 1,13  | - 0,07  | - 2,17 | - 3,93 | 1,03    | 11,62   | - 9,38  | 1,33    | 2,74   |

Sources : Les échos, Banque centrale du Congo.

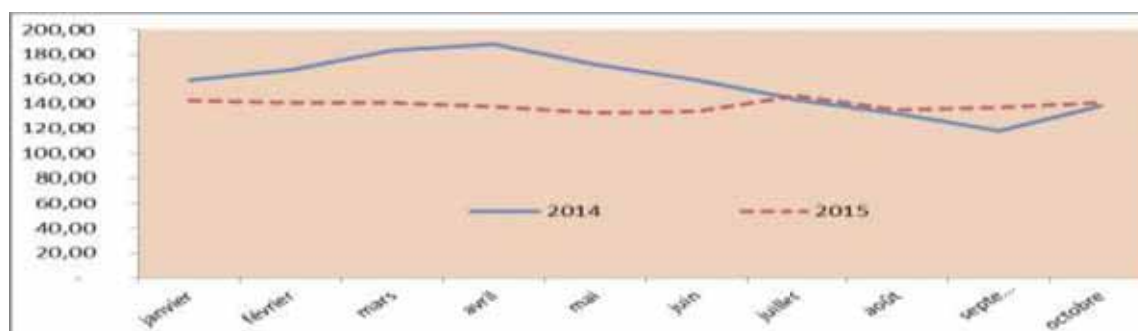
Graphique 4 : Evolution du cours du riz en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo



Graphique 5 : Evolution du cours du maïs en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo.

## II. EVOLUTION SECTORIELLE DE LA CONJONCTURE INTERIEURE

### 2.1 Secteur réel : Activité économique et Prix intérieurs

#### 2.1.1 Activité économique

Initialement estimé à 10,3 % au début de l'année, le taux de croissance a été revu à 8,4 % sur base des réalisations à fin juin. . Par rapport aux données de production à fin septembre, la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN) a estimé la croissance à 7,7 % en 2015. Ce résultat s'explique principalement par la décélération de la production dans le secteur des mines, sur fond d'un environnement économique international moins favorable, caractérisé par le maintien à des bas niveaux des cours des matières premières.

Cependant, rapprochée au niveau de 9,5 % réalisé en 2014, la croissance de l'économie nationale demeure soutenue, dépassant la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, estimé à 3,8 % suivant les perspectives de l'économie mondiale publié par le FMI au mois d'octobre courant.

#### a) Analyse de la croissance suivant l'Approche par la production

L'analyse de cette approche relève que la croissance reste soutenue en premier lieu par le secteur primaire, en dépit du fléchissement de sa contribution à 3,4 points, revenant de 3,8 à fin juin et 3,9 à fin mars, contre 5,5 points en 2014. La branche « extraction » demeure le moteur de la croissance avec une contribution de 2,5 points.

Le secteur tertiaire vient en deuxième position en termes de contribution à la croissance avec 3,1 points, grâce au dynamisme des activités des « Transports et Télécommunication » et de « Commerce » à concurrence de 1,2 et 0,9 respectivement.

Quant au secteur secondaire, sa contribution à la croissance a accusé un léger repli, passant de 1,1 point à fin juin à 1,0 à fin septembre, en raison notamment du déficit énergétique et du ralentissement du rythme d'exécution des travaux d'infrastructures.

#### Graphique 6 : Evolution des contributions sectorielles à la croissance

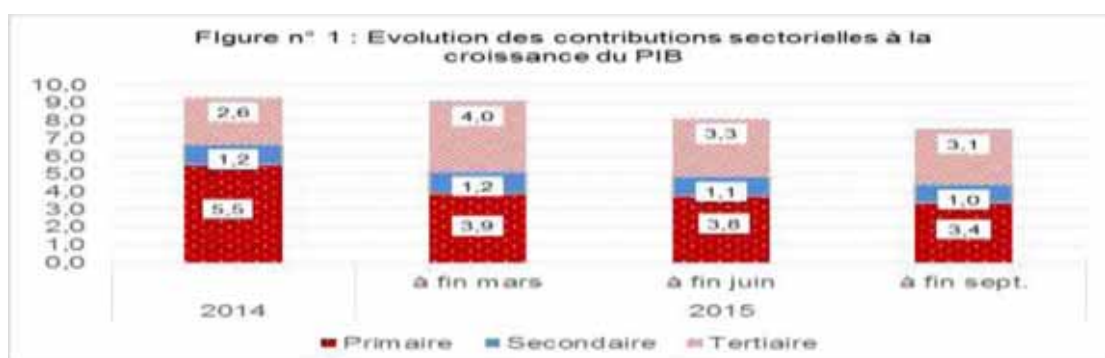


Tableau 3 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la production  
(en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

| Branches d'activité                          | 2014             | 2015             | 2014           |                 | 2015           |                 |
|--|------------------|------------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|
|  |                  |                  | Variation en % | Contrib. en pts | Variation en % | Contrib. en pts |
| <b>Secteur primaire</b>                      | 4 357,31         | 4 695,80         | 13,2           | 5,5             | 7,8            | 3,4             |
| Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche | 1 700,80         | 1 785,80         | 4,7            | 0,8             | 5              | 0,8             |
| Extraction                                   | 2 656,51         | 2 909,90         | 19,3           | 4,7             | 9,5            | 2,5             |
| <b>Secteur secondaire</b>                    | 1 551,63         | 1 656,70         | 7,4            | 1,2             | 6,8            | 1               |
| Industries manufacturières                   | 1 088,39         | 1 190,00         | 9,9            | 1,1             | 9,3            | 1               |
| Bâtiment et travaux publics                  | 395,45           | 399,7            | 1,2            | 0               | 1,1            | 0               |
| Electricité, gaz, vapeur et eau              | 67,78            | 67               | 6,3            | 0               | -1,2           | 0               |
| <b>Secteur tertiaire</b>                     | 3 880,32         | 4 195,50         | 6,7            | 2,6             | 8,1            | 3,1             |
| Commerce                                     | 1 415,70         | 1 342,90         | 4,8            | 0,7             | 6,6            | 0,9             |
| Transports et télécommunications             | 1 220,22         | 1 509,30         | 6              | 0,8             | 10,1           | 1,2             |
| Autres services hors adm. publique           | 926,12           | 1013,2           | 10,9           | 1               | 9,4            | 0,9             |
| Services d'administration publique           | 382,75           | 404,5            | 7,7            | 0,3             | 5,7            | 0,2             |
| SIFIM  | -64,47           | -74,3            | 14,7           | -0,1            | 15,3           | -0,1            |
| <b>PIB aux coûts des facteurs</b>            | <b>9 789,25</b>  | <b>10 548,00</b> | <b>9,6</b>     | <b>9,3</b>      | <b>7,8</b>     | <b>7,5</b>      |
| Taxes sur les produits                       | 303,59           | 324              | 5,2            | 0,2             | 6,7            | 0,2             |
| <b>PIB aux prix constants du marché</b>      | <b>10 092,80</b> | <b>10 872,00</b> | <b>9,50%</b>   | <b>9,50%</b>    | <b>7,70%</b>   | <b>7,70%</b>    |

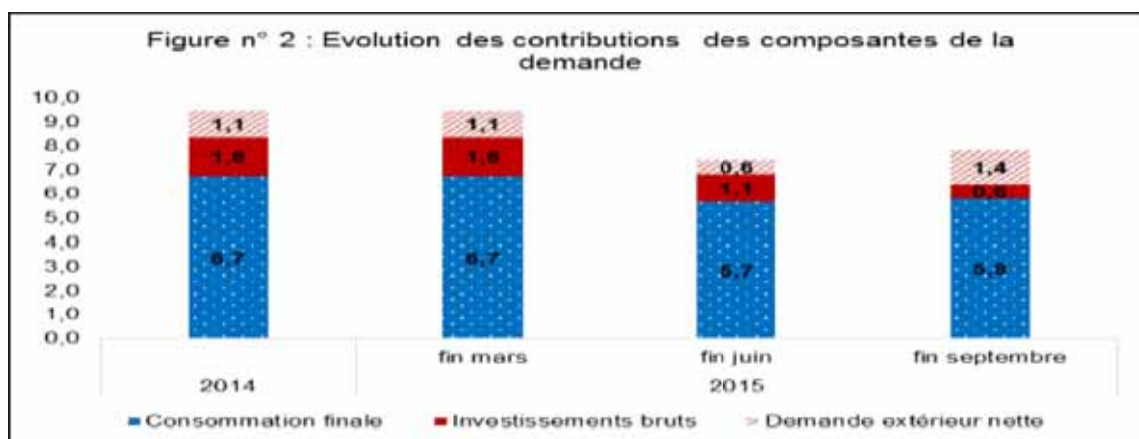
Source : CESCEN

(1) SIFIM : Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré.

#### b) Analyse de la croissance suivant l'Approche par la dépense

La demande globale, en 2015, reste soutenue par la demande intérieure, dont la contribution à la croissance est estimée à 6,4 points et pour laquelle les composantes ont évolué respectivement de 5,8 points pour la consommation finale et 0,6 pour les investissements bruts. Il sied de relever la faible progression des investissements consécutive notamment au mauvais comportement des cours de produits miniers.

Graphique 7 : Evolution des contributions des composantes de la demande



Quant à la demande extérieure nette, sa contribution s'est améliorée de 0,8 point passant de 0,6 point à fin juin 2015 pour se situer à 1,4 point à fin septembre, suite à la baisse des importations.

Tableau 4 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF, au prix de 2005, sauf indication contraire)

| PIB Emplois à prix constants de 2005     |                  |                  | 2014           |                 | 2015           |                 |
|--|------------------|------------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|
|  | 2014             | 2015             | Variation en % | Contrib. en pts | Variation en % | Contrib. en pts |
| <b>Demande intérieure</b>                | <b>12 309,60</b> | <b>12 691,10</b> | <b>6,7</b>     | <b>8,3</b>      | <b>5,2</b>     | <b>6,4</b>      |
| <b>Consommation</b>                      | <b>9 084,90</b>  | <b>9 652,70</b>  | <b>7,3</b>     | <b>6,7</b>      | <b>6,4</b>     | <b>5,8</b>      |
| Publique                                 | 1 312,20         | 1 313,90         | 4,9            | 0,7             | 3,6            | 0,5             |
| Privée                                   | 7 772,70         | 8 338,80         | 7,8            | 6,1             | 6,9            | 5,3             |
| <b>Investissements bruts</b>             | <b>3 224,70</b>  | <b>3 038,40</b>  | <b>4,8</b>     | <b>1,6</b>      | <b>1,8</b>     | <b>0,6</b>      |
| FBCF                                     | 3 224,70         | 3 009,20         | 5,4            | 1,8             | 0,9            | 0,3             |
| Publique                                 | 806,2            | 827,5            | 14,3           | 1,1             | 3,7            | 0,3             |
| Privée                                   | 2 418,50         | 2 181,70         | 2,7            | 0,7             | 0              | 0               |
| Variation des stocks                     | 0                | 29,2             | -100           | -0,2            | -              | 0,3             |
| <b>Demande extérieur nette</b>           | <b>-2 216,80</b> | <b>-1 819,10</b> | <b>-4,5</b>    | <b>1,1</b>      | <b>-6,2</b>    | <b>1,4</b>      |
| <b>Exportations de biens et services</b> | <b>2 909,10</b>  | <b>3 198,90</b>  | <b>21,4</b>    | <b>5,6</b>      | <b>9,3</b>     | <b>2,7</b>      |
| Exportations des biens                   | 2 833,30         | 3 123,80         | 23             | 5,7             | 10,6           | 3               |
| Produits miniers (+pétrole)              | 2 443,80         | 2 686,00         | 23,3           | 5               | 10,4           | 2,5             |
| Autres produits                          | 389,5            | 437,8            | 20,6           | 0,7             | 12,4           | 0,5             |
| Exportations des services                | 75,8             | 75               | -17,9          | -0,2            | -40,3          | -0,3            |
| <b>Importations de biens et services</b> | <b>5 125,90</b>  | <b>5 018,00</b>  | <b>8,7</b>     | <b>4,4</b>      | <b>2,6</b>     | <b>1,3</b>      |
| Importations des biens                   | 4 112,60         | 4 081,10         | 5,6            | 2,4             | 3,6            | 1,5             |
| Consommations                            | 753,6            | 740,6            | 4,8            | 0,4             | 6,6            | 0,5             |
| Equipements                              | 1 859,40         | 1 855,00         | 3              | 0,6             | -0,2           | 0               |
| Intermédiaires                           | 1 499,60         | 1 484,80         | 9,5            | 1,4             | 6,8            | 1               |
| Importations des services                | 1 013,30         | 999,7            | 23,2           | 2,1             | -1,3           | -0,1            |
| <b>PIB (Emplois)</b>                     | <b>10 092,80</b> | <b>10 872,00</b> | <b>9,50%</b>   | <b>9,50%</b>    | <b>7,70%</b>   | <b>7,70%</b>    |

Source : CESC.

### 2.1.1.1. Baromètre de la conjoncture

Pour le troisième mois consécutif, le solde d'opinions accuse une baisse des chefs d'entreprises à fin octobre 2015, en raison principalement de l'évolution incertaine des cours mondiaux des matières premières et, au niveau interne, du contexte sociopolitique quelque peu préoccupant qui a prévalu au cours de la période sous examen, couplé à la dégradation continue de la fourniture de l'énergie électrique.

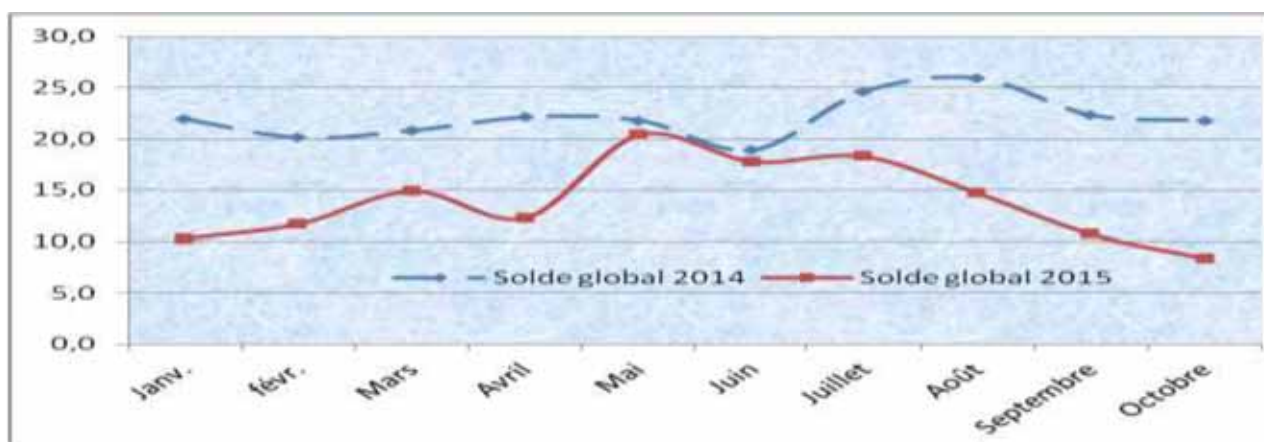
Ainsi, le solde global brut d'opinions des chefs d'entreprises a de nouveau fléchi à +8,4 % contre +10,7 % un mois auparavant, alors qu'il était de +14,7 % au mois d'août. Le recul du solde global en octobre 2015 reflète la morosité affichée par l'ensemble de branches d'activité économique à l'exception de la branche Electricité et Eau.

Tableau 5 : Evolution du solde brut d'opinions en 2014 et 2015

| Secteur                    | 2014  |       |      |       |      |      |         |      |       |         | 2015    |         |         |      |       |      |      |         |      |       |         |         |
|----------------------------|-------|-------|------|-------|------|------|---------|------|-------|---------|---------|---------|---------|------|-------|------|------|---------|------|-------|---------|---------|
|                            | Janv. | févr. | Mars | Avril | Mai  | Juin | Juillet | Août | Sept. | Octobre | Moyenne | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai  | Juin | Juillet | Août | Sept. | Octobre | Moyenne |
| Solde global               | 21,9  | 20,1  | 20,8 | 22,1  | 21,8 | 18,9 | 24,6    | 25,9 | 22,3  | 21,8    | 22,0    | 10,3    | 11,7    | 14,9 | 12,3  | 20,4 | 17,8 | 18,3    | 14,7 | 10,7  | 8,4     | 14,0    |
| Industries manufacturières | 20,6  | 19,0  | 26,6 | 24,9  | 12,6 | 18,6 | 15,6    | 13,6 | 23,1  | 24,7    | 19,9    | 11,1    | 37,7    | 24,2 | 16,0  | 20,7 | 18,5 | 16,8    | 14,6 | 14,0  | 12,4    | 18,6    |
| Electricité et Eau         | 40,2  | 23,2  | 25,8 | 32,7  | 25,0 | 23,8 | 33,9    | 33,3 | 26,0  | 21,8    | 28,6    | 38,2    | 37,7    | 22,1 | 13,0  | 22,1 | 31,1 | 44,7    | 36,0 | 28,8  | 38,5    | 31,2    |
| Industries extractives     | 23,8  | 21,8  | 21,6 | 25,0  | 26,3 | 23,1 | 23,4    | 24,4 | 22,0  | 21,1    | 23,3    | 7,7     | 5,6     | 10,6 | 12,5  | 21,3 | 16,7 | 16,9    | 13,6 | 7,9   | 6,5     | 11,9    |
| Construction               | 21,0  | 19,2  | 18,8 | 12,1  | 11,8 | 10,8 | 50,0    | 47,2 | 40,0  | 40,8    | 27,2    | 11,1    | 13,9    | 24,4 | 10,1  | 15,3 | 14,7 | 18,3    | 15,0 | 14,6  | 12,9    | 15,0    |
| Services                   | 3,5   | 8,5   | 11,1 | 7,9   | 4,4  | 7,0  | 19,3    | 21,5 | 7,8   | 6,5     | 9,8     | 2,3     | 2,5     | 13,5 | 7,9   | 15,6 | 11,1 | 11,6    | 10,6 | 8,5   | 7,2     | 9,1     |

Source : BCC

Graph.8 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2014 - 2015

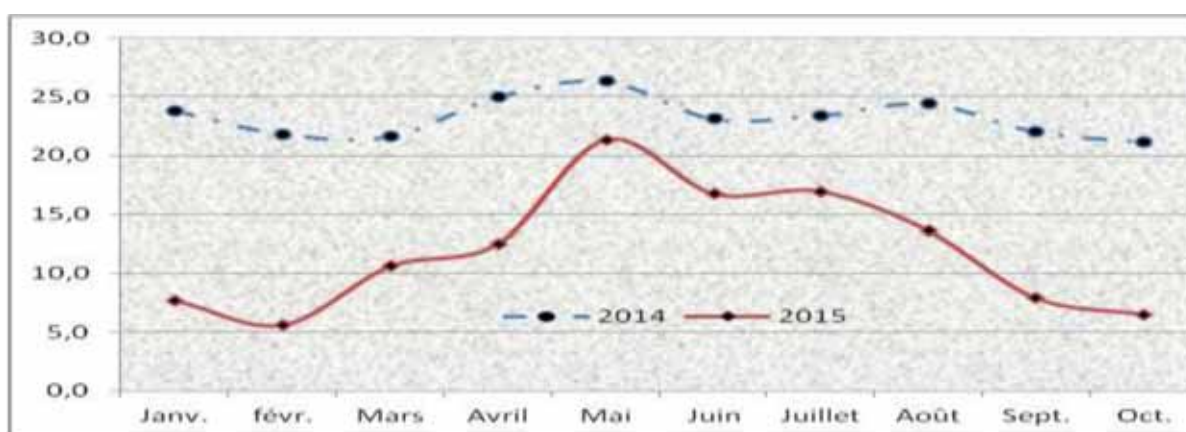


Source : Banque Centrale du Congo

Les soldes d'opinions des chefs d'entreprises évoluent de manière suivante :

Dans les Industries extractives, la confiance affichée par les chefs d'entreprises, tout en restant effective, affiche depuis le mois d'août dernier un recul significatif. Le solde brut d'opinions de ce secteur est passé de +7,9 % à +6,5 %, de septembre à octobre 2015, en raison principalement des incertitudes qui planent quant à une amélioration durable des cours de matières premières et des conditions d'approvisionnement en énergie électrique.

Graph. 9 : Evolution du solde des Industries minières en 2014 et 2015



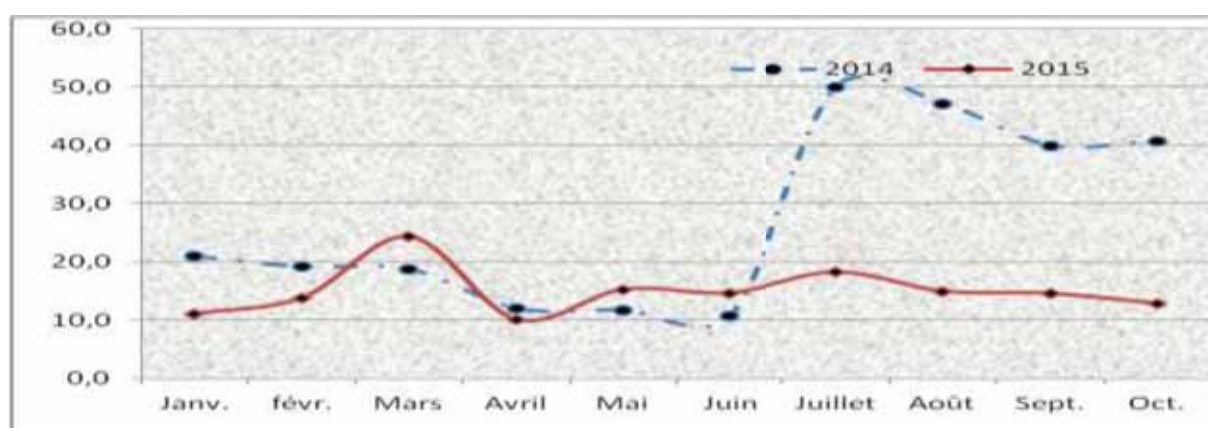
Source : Banque Centrale du Congo

S'agissant de la branche de la Construction, l'optimisme des entrepreneurs y reste de mise depuis novembre 2012, en dépit de sa variabilité, d'un mois à l'autre. En effet, +12,9 % d'entrepreneurs jugent la conjoncture favorable en octobre 2015 contre +14,6 % en septembre et +15,0 % un mois plus tôt. Le maintien de la confiance observé dans le chef des opérateurs évoluant dans ce secteur s'explique par le dynamisme qui a caractérisé les activités immobilières, portées

par l'expansion des investissements des particuliers, notamment les divers projets de construction de sites de logements sociaux et de bâtiments commerciaux et résidentiels à travers les principaux centres urbains du pays.

La légère baisse observée au cours du mois sous analyse résulterait de l'attentisme qui prévaut dans la branche des gros-œuvres et celle des immeubles résidentiels publics dont l'allure des travaux sur les différents chantiers accuse une tendance baissière attribuable au ralentissement du rythme des financements en cette période de fin d'année.

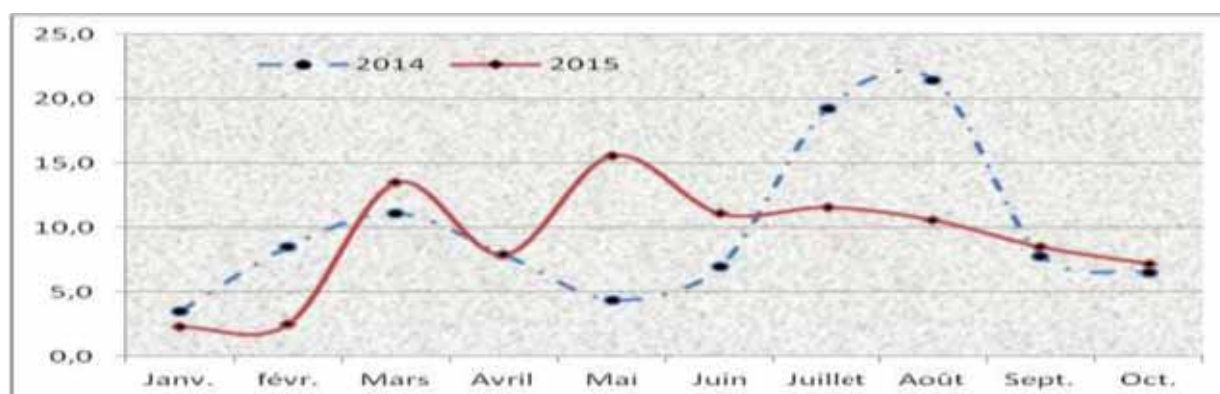
Graph. 10 : Evolution du solde du secteur Construction en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Pour ce qui est du secteur des Services, la confiance des entrepreneurs conserve le trend baissier amorcé en août 2015, comme l'indique le fléchissement de leur solde brut d'opinions, lequel est passé à +7,2 % en octobre venant de +8,5 % en septembre 2015. Ce repli est consécutif à l'allure peu satisfaisante que présente l'évolution de la demande, reflétée notamment par la baisse des activités de réparation, des transports et des services rendus aux entreprises.

Graph. 11 : Evolution du solde du secteur des Services en 2014 et 2015

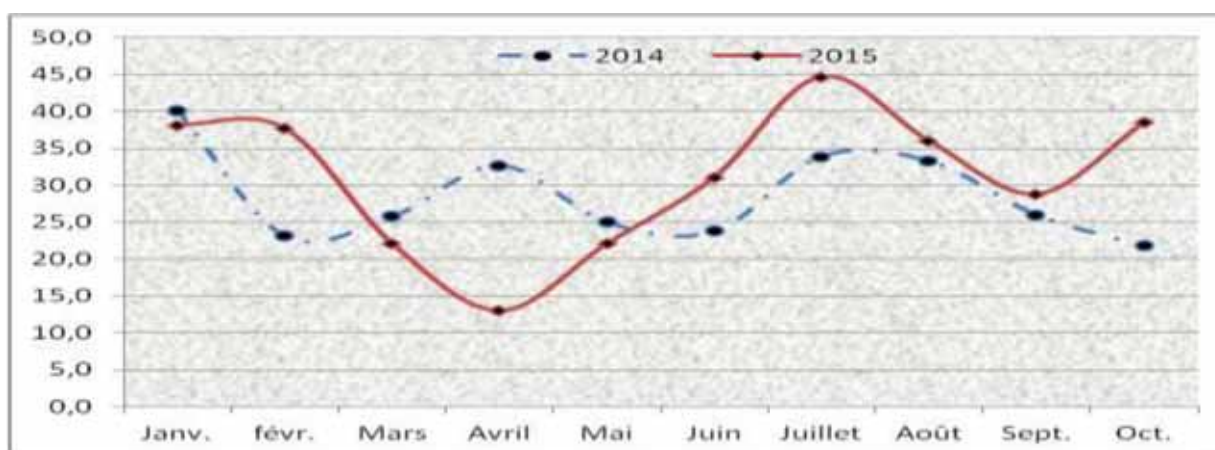


Source : Banque Centrale du Congo



Dans la branche de l'Énergie, le repli graduel d'optimisme affiché par les chefs d'entreprises depuis août dernier s'est estompé en octobre 2015. En effet, le solde de leurs opinions, lequel avait indiqué une tendance baissière depuis près de deux mois, s'est redressé en ce mois sous revue à +38,5 %, alors qu'il s'était situé à +28,8 % un mois auparavant. Cette reprise sensible du solde d'opinions des chefs d'entreprises évoluant dans ce secteur tient principalement de l'amélioration enregistrée dans la production et la distribution de l'eau, en dépit d'une détérioration continue des conditions d'approvisionnement en énergie électrique résultant des dysfonctionnements dans le circuit de transport.

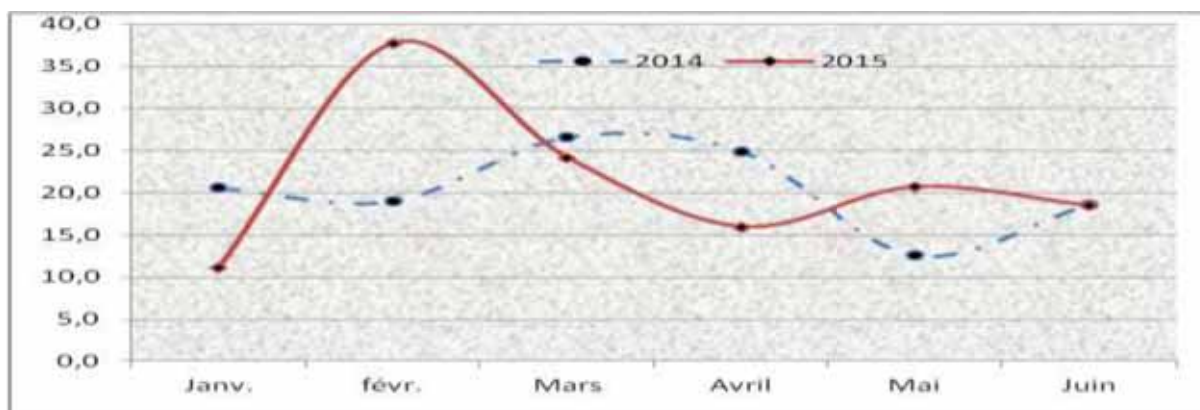
Graph. 12 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

En ce qui concerne les Industries manufacturières, le solde d'opinions pondérées exprimées par les entrepreneurs a connu, en octobre 2015, un repli à + 12,4 %, venant de + 14,0 % un mois plus tôt. En dépit de ce fléchissement modéré, il importe de noter que les entrepreneurs demeurent confiants notamment dans l'amélioration des perspectives à court terme de la demande intérieure, en particulier celle des industries textiles, chimiques ainsi que de la demande des industries des viandes et des poissons.

Graph. 13 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Cependant, eu égard aux évolutions récentes, les soldes d'opinion dans l'ensemble des branches d'activité renseignent une situation en défaveur d'une bonne tenue de l'activité économique durant les trois dernier mois, augurant ainsi de mauvaises perspectives pour la fin du dernier trimestre de l'année 2015 vu l'évolution des tendances récentes de la politique nationale.

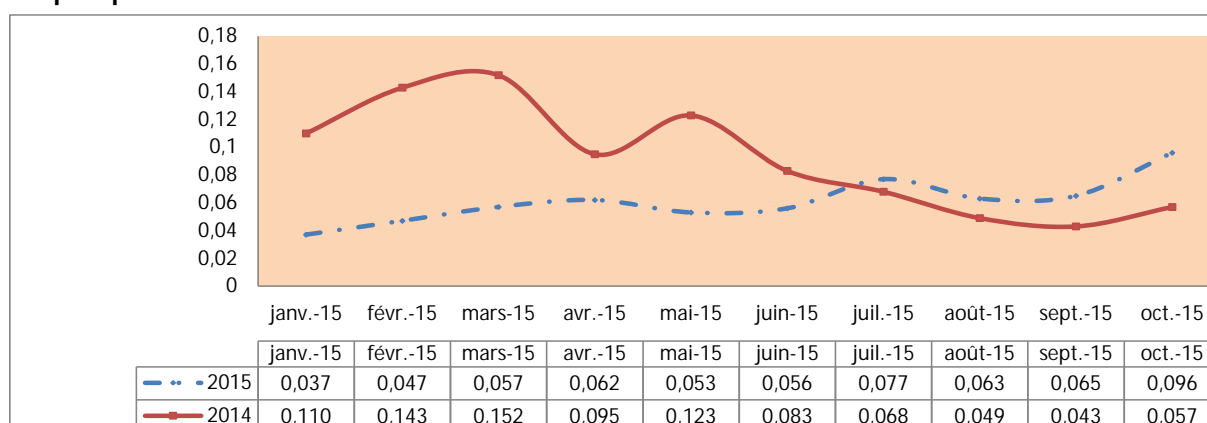
### 2.1.1.2. Evolution des prix intérieurs

#### ❖ Inflation globale

L'évolution générale de l'indice des prix à la consommation au cours du mois d'octobre 2015 révèle la poursuite de la stabilité sur le marché, en raison de bonnes conditions de l'offre des biens et services.

Le taux d'inflation s'est positionné à 0,096 % contre 0,065 % le mois précédent, portant le cumul à 0,614 %. En annualisé, l'inflation s'est établie à 0,726 % et 0,716 % en glissement annuel face à un objectif annuel de 3,5 %.

Graphique 14 : Evolution du taux d'inflation mensuelle en 2014 et 2015



Source : Institut Nationales des statistiques (INS)

## 2.2. SECTEUR PUBLIC

### 2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

A fin octobre 2015, le solde des opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, renseigne un déficit de 97,0 milliards de CDF, résultant des recettes de 297,5 milliards et des dépenses de 384,2 milliards.

En cumul annuel, le solde des opérations financières de l'Etat présente, pour la première fois de l'année, un déficit de 34,6 milliards de CDF contre un solde excédentaire de 103,7 milliards à la période correspondante de 2014 ; ce qui représente une consommation totale des réserves antérieures.



**Tableau 6 : Situation mensuelle des opérations du Trésor en 2014 et 2015**  
(en milliards de CDF)

| RUBRIQUES                  | MOIS D'OCTOBRE |        |          | CUMUL OCT.<br>2014 | CUMUL OCTOBRE 2015 |             |           | VARIATION<br>2015/2014 |
|----------------------------|----------------|--------|----------|--------------------|--------------------|-------------|-----------|------------------------|
|                            | 2014           | 2015   | Var.en % |                    | Program.           | Réalisation | Exéc.en % |                        |
| Total revenus et dons      | 270,2          | 297,5  | 10,1     | 3 123,2            | 3 414,2            | 3 293,4     | 96,5      | 5,4                    |
| Total dépenses             | 314,7          | 384,2  | 22,1     | 2 913,1            | 3 562,7            | 3 218,7     | 90,3      | 10,5                   |
| Amortissement de la dette  | 7,4            | 10,3   | 38,9     | 106,4              | 93,3               | 109,3       | 117,2     | 2,8                    |
| Solde général (hors dette) | - 44,4         | - 86,8 | - 95,3   | 210,1              | - 148,6            | 74,7        | - 50,3    | - 64,5                 |
| Solde intégrant l'amort.   | - 51,8         | - 97,0 | - 87,3   | 103,7              | - 241,8            | - 34,6      | 14,3      | - 133,4                |

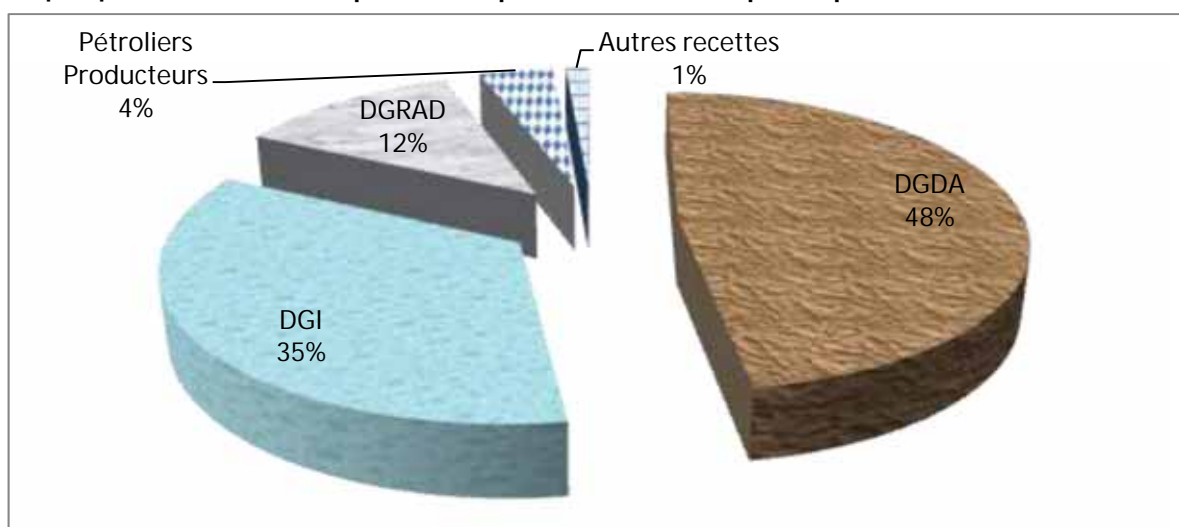
Source : PTR du secteur public

➤ **Evolution mensuelle des recettes au mois d'octobre 2015**

Programmées à 317,4 milliards de CDF, les recettes recouvrées par les services mobilisateurs ont été de 297,5 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 93,7 %. En comparaison avec les recettes de 270,2 milliards réalisées à la même période une année auparavant, une progression de 10,1 % a été constatée. En effet, seules les recettes provenant de la DGI ont connu une forte augmentation ainsi que celles provenant de la DGDA qui ont connu une légère progression de 0,6 %, les autres postes n'ont réalisé que des baisses.

La composition des recettes à la période sous analyse révèle que les recettes fiscales ont représenté 82,4 % du total des recettes dont 47,7 % pour la DGDA et 34,7 % pour la DGI. S'agissant des recettes non fiscales provenant de la DGRAD, elles se sont situées à 24,1 milliards de CDF, soit une contribution de 12,3 % au total des recettes. Quant aux recettes des «pétroliers producteurs», elles ont représenté 4,1 % et le reste des recettes, comprenant les dons, n'a renfermé que 1,3 % du total des ressources collectées.

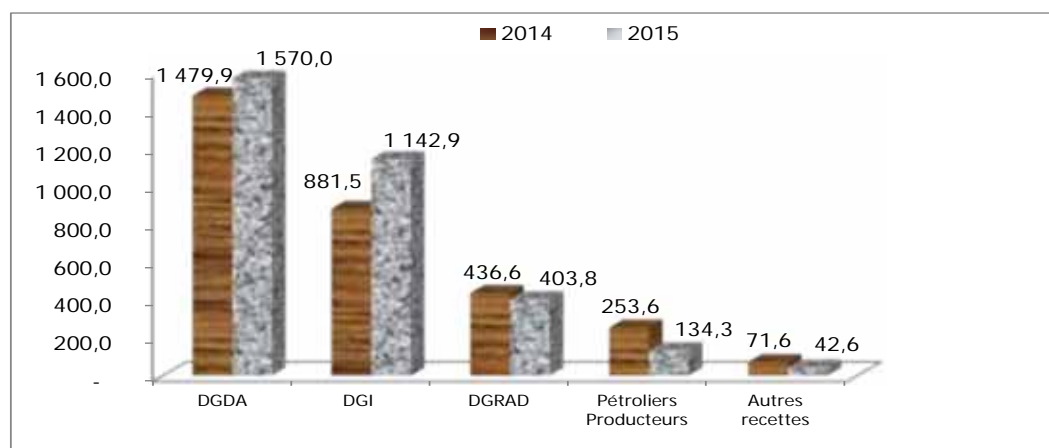
**Graphique15 : Structure par rubrique des recettes publiques au 30 octobre 2015**



Source : PTR secteur public

En cumul annuel, les recettes ont atteint 3.293,4 milliards de CDF. Ce qui représente un taux de réalisation de 97,5 % rapporté aux prévisions et un accroissement de 5,4 % comparativement à la même période de l'année précédente.

**Graphique16 : Composition par rubrique des recettes publiques en cumul annuel jusqu'à fin octobre**



Source : PTR du secteur public

**Tableau 7 : Recettes publiques (en milliards de CDF)**

| RUBRIQUES                    | MOIS D'OCTOBRE |              |             | CUMUL OCT.<br>2014 | CUMUL OCTOBRE 2015 |                |             | VARIATION<br>2015/2014 |
|------------------------------|----------------|--------------|-------------|--------------------|--------------------|----------------|-------------|------------------------|
|                              | 2014           | 2015         | Var.en %    |                    | Program.           | Réalisation    | Exéc.en %   |                        |
| DGDA                         | 152,9          | 153,8        | 0,6         | 1 479,9            | 1 610,9            | 1 570,0        | 97,5        | 6,1                    |
| DGI                          | 59,8           | 112,6        | 88,3        | 881,5              | 1 229,0            | 1 142,9        | 93,0        | 29,6                   |
| DGRAD                        | 33,9           | 24,1         | - 29,0      | 436,6              | 410,4              | 403,8          | 98,4        | - 7,5                  |
| Pétroliers Producteurs       | 17,5           | 6,8          | - 61,3      | 253,6              | 127,6              | 134,1          | 105,1       | - 47,1                 |
| Dons et autres               | 6,1            | 0,2          | - 97,5      | 71,6               | 36,3               | 42,6           | 117,2       | - 40,5                 |
| <b>RECETTES TOT. ET DONS</b> | <b>270,2</b>   | <b>297,5</b> | <b>10,1</b> | <b>3 123,2</b>     | <b>3 414,2</b>     | <b>3 293,4</b> | <b>96,5</b> | <b>5,4</b>             |

Source : PTR du secteur public

### ➤ Evolution mensuelle des dépenses à fin octobre 2015

Les dépenses publiques, hormis l'amortissement de la dette, ont été exécutées à hauteur de 105,0 % de leurs projections mensuelles fixées à 366,4 milliards de CDF, niveau d'exécution le plus élevé de l'année en cours. Comparées aux dépenses de la période correspondante de l'année passée, il se dégage un accroissement de 22,1 %.

La structure mensuelle des dépenses demeure prédominée par les dépenses courantes atteignant 93,1 % du total et dépassant leurs assignations mensuelles de 13,0 %. Quant aux dépenses en capital, qui n'ont représenté que 6,4 % de l'ensemble de dépenses, elles n'ont été exécutées qu'à hauteur de 53,7 %.

En cumul annuel, les dépenses, hors amortissement, ont été exécutées à 90,3 % s'établissant à 3.218,7 milliards de CDF, soit un accroissement de 10,5 % par rapport à la même période de l'année passée.

Tableau 8 : Dépenses publiques (en milliards de CDF)

| RUBRIQUES                          | MOIS D'OCTOBRE |              |             | CUMUL OCT.<br>2014 | CUMUL OCTOBRE 2015 |                |             | VARIATION<br>2015/2014 |
|------------------------------------|----------------|--------------|-------------|--------------------|--------------------|----------------|-------------|------------------------|
|                                    | 2014           | 2015         | Var.en %    |                    | Program.           | Réalisation    | Exéc.en %   |                        |
| Dépenses courantes hors TVA-R      | 263,6          | 357,7        | 35,7        | 2 477,6            | 2 894,9            | 2 797,8        | 96,6        | 12,9                   |
| Intérêt sur la dette               | 9,2            | 10,8         | 18,0        | 95,8               | 84,3               | 90,2           | 107,0       | - 5,9                  |
| - dont dette extérieure            | 0,9            | 2,3          | 146,2       | 14,2               | 13,5               | 14,0           | 103,9       | - 1,5                  |
| Dépenses en capital                | 47,7           | 24,8         | - 48,0      | 371,7              | 502,1              | 359,2          | 71,6        | - 3,4                  |
| Autres dépenses                    | 3,4            | 1,7          | - 49,6      | 63,8               | 165,8              | 61,6           | 37,2        | - 3,5                  |
| <b>Total dépenses (hors amort)</b> | <b>314,7</b>   | <b>384,2</b> | <b>22,1</b> | <b>2 913,1</b>     | <b>3 562,7</b>     | <b>3 218,7</b> | <b>90,3</b> | <b>10,5</b>            |

Source : PTR du secteur public

### 2.2.2. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale

Au 30 octobre 2015, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 13,0 millions de CDF, résultant des encaissements de 15,510 milliards et des décaissements de 15,496 milliards de CDF, soit des taux de réalisation respectifs de 111,9 % et 111,8 %.

En cumul annuel, les encaissements et les décaissements ont augmenté de 2,1 % comparativement à la même période une année auparavant, s'établissant respectivement à 161,181 milliards de CDF et 161,133 milliards tout en maintenant ainsi un solde excédentaire de 47,0 millions de CDF, quoiqu'en recul de 8,9 % par rapport à même période de l'année passée.

Tableau 9 : Plan de trésorerie de la BCC en 2014 et 2015

(en milliards de CDF)

| RUBRIQUES       | CUMUL ANNUEL A FIN OCTOBRE |              |                | AU 29 OCTOBRE 2015    |                        |                      |
|-----------------|----------------------------|--------------|----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
|                 | 2014                       | 2015         | VARIATION en % | PROGRAM.<br>MENSUELLE | EXECUTION<br>MENSUELLE | TAUX<br>D'EXEC. En % |
| ENCAISS.        | 157,908                    | 161,181      | 2,1            | 13,859                | 15,510                 | 111,9                |
| DECAISS.        | 157,856                    | 161,133      | 2,1            | 13,859                | 15,496                 | 111,8                |
| <b>RESULTAT</b> | <b>0,052</b>               | <b>0,047</b> | - 8,9          | -                     | <b>0,013</b>           |                      |

Source : Banque Centrale du Congo

## 2.3. SECTEUR EXTERIEUR

### 2.3.1. Le marché des changes

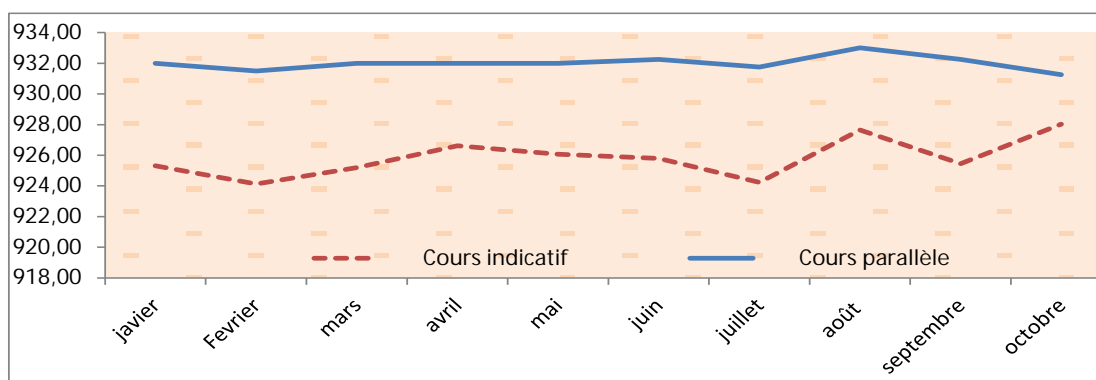
La stabilité a continué à s'observer sur les deux segments du marché des changes au cours du mois d'octobre 2015. Le cours du dollar s'est fixé à 928,02 CDF et 931,25 CDF respectivement à l'interbancaire et au marché parallèle. Comparativement au terme du mois précédent, il s'observe une dépréciation de 0,38 % du taux indicatif et une appréciation de 0,11 % du taux parallèle.

Tableau 10 : Evolution des taux indicatif et parallèle au troisième semestre 2015

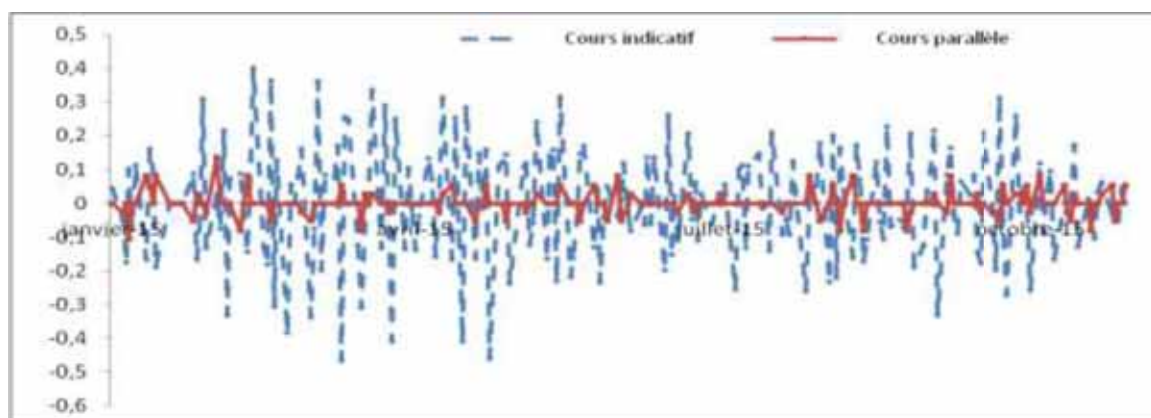
|             | Taux de change CDF/1 USD 2015 |           | Variation mensuelle en % |           | var. en % par rapport à fin déc. -14 |           |
|-------------|-------------------------------|-----------|--------------------------|-----------|--------------------------------------|-----------|
|             | Indicatif                     | Parallèle | Indicatif                | Parallèle | Indicatif                            | Parallèle |
| 31-déc.-14  | 924,51                        | 932,25    |                          |           |                                      |           |
| 30-janv.-15 | 925,32                        | 932,00    | - 0,09                   | 0,03      | -0,09                                | 0,03      |
| 27-févr.-15 | 924,13                        | 931,50    | 0,04                     | 0,08      | 0,13                                 | 0,05      |
| 31-mars-15  | 925,19                        | 932,00    | - 0,07                   | 0,03      | -0,11                                | -0,05     |
| 30-avr-15   | 926,62                        | 932,00    | - 0,23                   | 0,03      | -0,15                                | 0,00      |
| 29-mai-15   | 926,06                        | 932,00    | - 0,17                   | 0,03      | 0,06                                 | 0,00      |
| 29-juin-15  | 925,79                        | 932,25    | - 0,14                   | -         | 0,03                                 | -0,03     |
| 31-juil.-15 | 924,23                        | 931,75    | 0,03                     | 0,05      | 0,17                                 | 0,05      |
| 31-août-15  | 927,65                        | 933,00    | - 0,34                   | - 0,08    | -0,37                                | -0,13     |
| 30-sept-15  | 925,45                        | 932,25    | - 0,10                   | -         | 0,24                                 | 0,08      |
| 30-oct-15   | 928,02                        | 931,25    | - 0,38                   | 0,11      | -0,28                                | 0,11      |

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 17 : Evolution des taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)



Graphique 18 : Volatilité des taux de change indicatif et parallèle



### 2.3.2. Budget en devises et Réserves internationales

Au terme du mois d'octobre 2015, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un déficit mensuel provisoire de 39,30 millions de USD, portant la consommation nette de devises de l'année à 181,67 millions de USD. Par conséquent, au terme de ce mois, le niveau des réserves de change de la république se sont fixé à 1 463,48 millions de USD correspondant à 6,04 semaines d'importation des biens et services.

Par ailleurs, les achats des devises auprès des banques commerciales ont contribué à l'accroissement des réserves à concurrence de 7,0 millions de USD.

**Tableau 11. Exécution du budget en devises en 2015**

(en millions de USD)

| RUBRIQUES                                | Cumul déc 2014  | 30-janv-15      | 27-févr-15      | 31-mars-15      | 30-avr-15       | 29-mai-15       | 29-juin-15      | 31-juil-15      | 31-août-15      | 30-sept-15      | 30-oct-15       | Cumul           |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Stock initial</b>                     | <b>1 726,01</b> | <b>1 645,14</b> | <b>1 752,85</b> | <b>1 735,41</b> | <b>1 697,29</b> | <b>1 716,02</b> | <b>1 651,98</b> | <b>1 645,14</b> | <b>1 640,31</b> | <b>1 580,59</b> | <b>1 502,78</b> |                 |
| <b>I. FLUX PROJETE EN RECETTES</b>       | <b>743,66</b>   | <b>148,76</b>   | <b>32,39</b>    | <b>30,41</b>    | <b>119,95</b>   | <b>14,69</b>    | <b>30,03</b>    | <b>78,87</b>    | <b>23,41</b>    | <b>4,13</b>     | <b>26,35</b>    | <b>508,98</b>   |
| <b>A. Recettes d'exploitation</b>        | <b>56,68</b>    | <b>3,52</b>     | <b>4,36</b>     | <b>5,17</b>     | <b>4,36</b>     | <b>4,00</b>     | <b>22,99</b>    | <b>24,76</b>    | <b>20,24</b>    | <b>3,94</b>     | <b>19,16</b>    | <b>112,50</b>   |
| Redevance de contrôle de change          | 46,72           | 2,86            | 3,68            | 4,42            | 3,78            | 3,44            | 3,95            | 4,40            | 3,80            | 3,48            | 3,67            | 37,49           |
| <b>B. Opérations de change</b>           | <b>686,98</b>   | <b>145,25</b>   | <b>28,03</b>    | <b>25,24</b>    | <b>115,60</b>   | <b>10,68</b>    | <b>7,04</b>     | <b>54,11</b>    | <b>3,16</b>     | <b>0,19</b>     | <b>7,19</b>     | <b>396,48</b>   |
| 1. Rachat recettes fiscales et non fisc  | 67,17           | 105,06          | 0,53            | 0,39            | 79,60           | 0,68            | 0,64            | 44,34           | 0,16            | 0,19            | 0,19            | 231,77          |
| Recettes pétrolière                      | 12,62           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            |
| Recettes minières                        | 22,88           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            |
| 2. Achats interbancaires (Adjudications) | 611,60          | 20,00           | 27,50           | 23,50           | 36,00           | 10,00           | 6,40            | 0,00            | 3,00            | 0,00            | 7,00            | 133,40          |
| <b>II. FLUX PROJETES EN DEPENSES</b>     | <b>824,53</b>   | <b>41,06</b>    | <b>49,83</b>    | <b>68,54</b>    | <b>101,22</b>   | <b>78,73</b>    | <b>83,16</b>    | <b>37,41</b>    | <b>83,12</b>    | <b>81,94</b>    | <b>65,65</b>    | <b>690,65</b>   |
| <b>A. Dépenses du Trésor</b>             | <b>763,83</b>   | <b>37,15</b>    | <b>45,53</b>    | <b>58,71</b>    | <b>94,95</b>    | <b>75,14</b>    | <b>72,28</b>    | <b>35,23</b>    | <b>80,25</b>    | <b>74,07</b>    | <b>63,67</b>    | <b>636,98</b>   |
| 1. Service de la dette extérieure        | 208,82          | 0,54            | 5,06            | 10,77           | 32,77           | 27,05           | 29,91           | 2,97            | 9,51            | 2,71            | 12,84           | 134,12          |
| 2. Paiement des diverses créances        | 73,41           | 4,72            | 3,69            | 5,27            | 6,78            | 5,40            | 5,43            | 5,39            | 6,20            | 5,61            | 5,82            | 54,30           |
| 3. Fonctionnement                        | 481,60          | 31,89           | 36,78           | 42,68           | 55,40           | 42,69           | 36,94           | 26,88           | 64,54           | 65,75           | 45,01           | 448,56          |
| Fournisseur étranger                     | 221,86          | 10,28           | 4,19            | 19,50           | 25,38           | 12,94           | 10,03           | 12,18           | 21,88           | 41,03           | 19,60           | 177,01          |
| <b>B. Dépenses BCC</b>                   | <b>60,70</b>    | <b>3,91</b>     | <b>4,30</b>     | <b>9,83</b>     | <b>6,27</b>     | <b>3,59</b>     | <b>10,87</b>    | <b>2,18</b>     | <b>2,88</b>     | <b>7,87</b>     | <b>1,98</b>     | <b>53,67</b>    |
| Ventes interbancaires                    | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            |
| <b>BALANCE</b>                           | <b>- 80,87</b>  | <b>107,71</b>   | <b>- 17,44</b>  | <b>- 38,13</b>  | <b>18,73</b>    | <b>- 64,04</b>  | <b>- 53,13</b>  | <b>41,46</b>    | <b>- 59,72</b>  | <b>- 77,81</b>  | <b>- 39,30</b>  | <b>- 181,67</b> |
| <b>Stock final</b>                       | <b>1 645,14</b> | <b>1 752,85</b> | <b>1 735,41</b> | <b>1 697,29</b> | <b>1 716,02</b> | <b>1 651,98</b> | <b>1 598,85</b> | <b>1 640,31</b> | <b>1 580,59</b> | <b>1 502,78</b> | <b>1 463,48</b> | <b>1 463,48</b> |

Source : Banque Centrale du Congo

**Tableau 12 : Réserves de change (en millions de USD)**

|                         | 2008  | 2009     | 2010     | 2011     | 2012     | 2013     | 2014     | 30/10/2015 |
|-------------------------|-------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------|
| réserves                | 88,90 | 1 010,80 | 1 327,20 | 1 272,68 | 1 634,18 | 1 745,41 | 1 644,46 | 1 463,48   |
| Semaines d'importations | 0,47  | 7,85     | 7,73     | 7,20     | 9,35     | 9,25     | 7,85     | 6,04       |

## 2.4 Monnaie et Crédit

### 2.4.1 Evolution de l'offre de monnaie

A fin octobre 2015, la masse monétaire s'est chiffrée à 4.155,32 milliards de CDF, soit un accroissement de 4.68 %. Cette hausse est expliquée par une augmentation des avoirs intérieurs nets de 16,77 % alors que les avoirs extérieurs nets ont régressé de 14,14 %. Comparativement à la situation du mois écoulé, cet agrégat de monnaie a décré de 63,77 milliards de CDF, suite à un recul de 6,59 % des avoirs extérieurs nets. Quant aux avoirs intérieurs nets, ils ont aussi augmenté de 1,08 %.

De même, l'offre de la monnaie centrale a progressé légèrement de 0,91 %, atteignant 1.147,94 milliards de CDF. Cet accroissement, au niveau des contreparties, est expliqué par la progression des avoirs intérieurs nets de 22,91 % contrecarrée par une régression des avoirs extérieurs nets de 47,97 %. D'un mois à l'autre, la base monétaire s'est accrue de 103,82 milliards de CDF, du fait d'un accroissement de 12,06 % des avoirs intérieurs nets alors que les avoirs extérieurs nets ont reculé de 18,13 %.

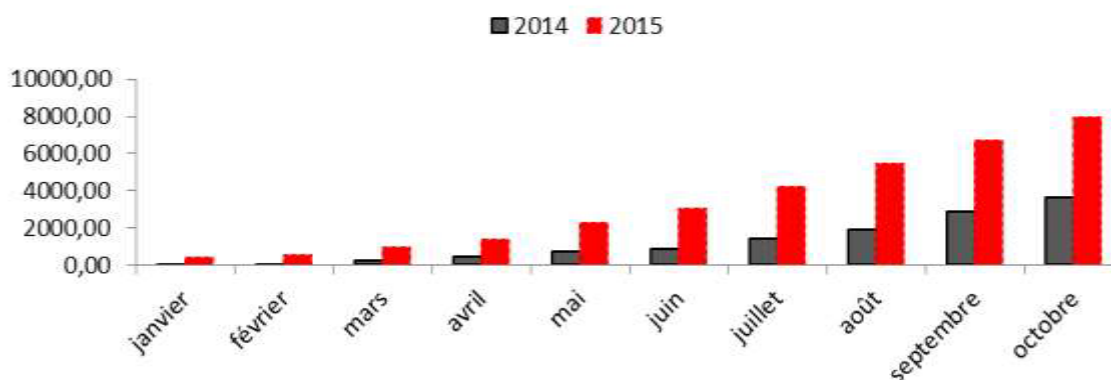
#### 2.4.2. Marché monétaire

- **Guichet des facilités permanentes**

A fin octobre 2015, le guichet des facilités permanentes a enregistré des opérations mensuelles de 1.281,19 milliards de CDF contre 1.243,11 milliards de CDF un mois plus tôt, soit 38,08 milliards de plus. Pour rappel, les opérations à ce même guichet, au mois d'octobre 2014, se chiffraient à 786,50 milliards.

En cumul, les opérations ont atteint 7.980,32 milliards de CDF contre 3.628,60 milliards à période correspondante de 2014, soit un accroissement de 4.351,72 milliards de CDF.

**Graphique 19 : Evolution des facilités permanentes 2014 et 2015**  
(En milliards de CDF)



**Tableau 13 : Guichet Facilités permanentes (en milliards de CDF)**

|                  | Année 2014 | Janv-15 | Févr-15 | Mars-15 | Avril-15 | Mai-15 | juin-15 | Juillet-15 | Aout-15  | sept.-15 | Oct.-15  | Total 2015       |
|------------------|------------|---------|---------|---------|----------|--------|---------|------------|----------|----------|----------|------------------|
| <b>VOLUME</b>    | 4.719,80   | 383,04  | 141,64  | 415,00  | 479,00   | 835,45 | 773,50  | 1.226,86   | 1.201,53 | 1.243,11 | 1.281,19 | 7.980,32         |
| Taux d'intérêt % | 4,6        | 4,5     | 4,5     | 4,5     | 4,5      | 4,5    | 4,5     | 4,5        | 4,5      | 4,5      | 4,5      | 4,5 %<br>moyenne |

- **Marché interbancaire**

Au 31 octobre 2015, le guichet de l'interbancaire a accumulé des opérations annuelles à hauteur de 2.963,18 milliards de CDF contre 3.179,48 milliards à la période correspondante de 2014. En flux mensuel, le volume des transactions s'est chiffré à 264,0 milliards de CDF à fin octobre 2015 contre 403,80 milliards à la même période de 2014, soit un recul de 139,8 milliards. Le taux moyen pondéré a varié autour de 1,7 %, soit le même niveau qu'à fin décembre 2014.

Graphique 20 : Marché interbancaire (en milliards de CDF)

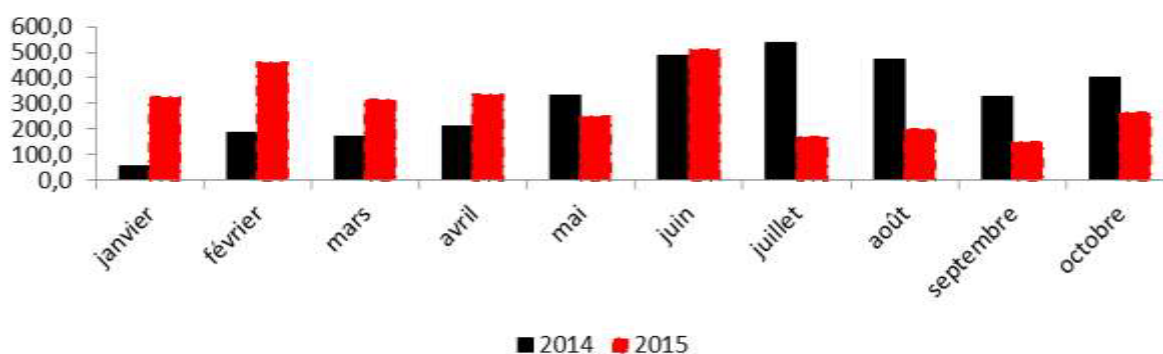


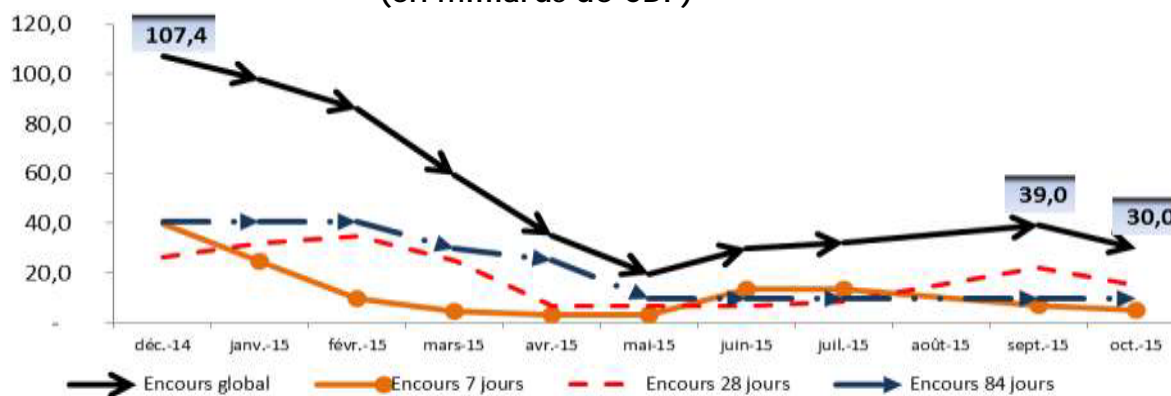
Tableau 14 : Guichet prêts interbancaires (en milliards de CDF, sauf indication contraire)

|                | Déc-2014 | Janv-15 | Févr-15 | Mars-15 | Avril-15 | Mai-15 | Juin-15 | Juil-15 | Août-15 | Sept.-15 | Oct.-15 | Total 2015    |
|----------------|----------|---------|---------|---------|----------|--------|---------|---------|---------|----------|---------|---------------|
| VOLUME         | 580,5    | 324,50  | 460,15  | 313,50  | 331,70   | 246,10 | 508,00  | 167,90  | 198,00  | 149,33   | 264,00  | 2.963,18      |
| Taux d'intérêt | 1,7      | 1,7     | 1,7     | 1,7     | 1,7      | 1,7    | 1,7     | 1,7     | 1,7     | 1,7      | 1,7     | 1,7 % moyenne |

- **Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

Au 28 octobre 2015, l'encours Bons BCC s'est situé à 30,0 milliards de CDF, dégageant des injections mensuelle et annuelle respectivement de 9,0 milliards et 77,4 milliards. Cet encours est reparti de la manière suivante : 5,0 milliards pour la maturité à 7 jours, 15,0 milliards pour la maturité à 28 jours et 10,0 milliards pour celle à 84 jours.

Graphique 21 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2015 (en milliards de CDF)

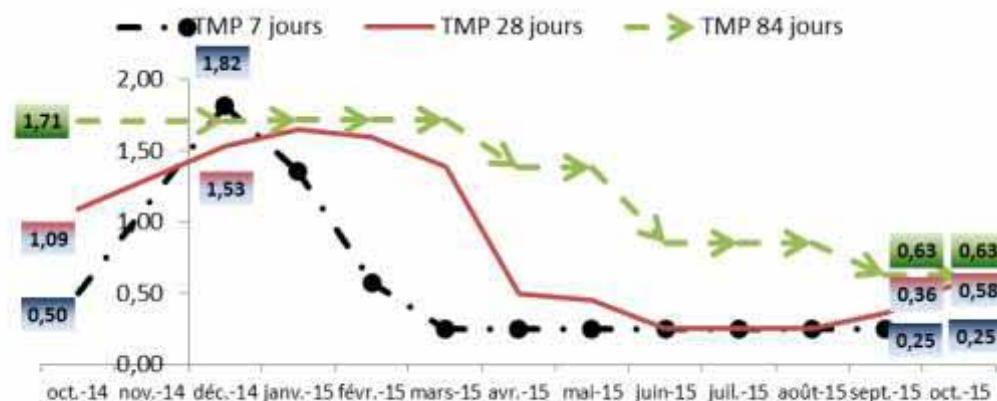


Les taux moyens pondérés des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours se sont situés respectivement à 0,25 %, 0,58 % et 0,63 % au 28 octobre 2015, soit des niveaux identiques à ceux réalisés un mois plutôt pour les 7 et 84 jours alors que celui à 28 jours s'était situé à 0,36 %. S'agissant des marges de positivité, le taux directeur réel s'est chiffré à 1,28 point contre 0,77 point à fin décembre 2014.



Quant aux taux moyens pondérés réels des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours, ils ont été négatifs pour les trois maturités, soit -0,47 point pour celui à 7 jours, -0,14 pour celui à 28 jours et -0,09 point pour celui à 84 jours.

Graphique 22 : Evolution du taux moyen pondéré des Bons BCC



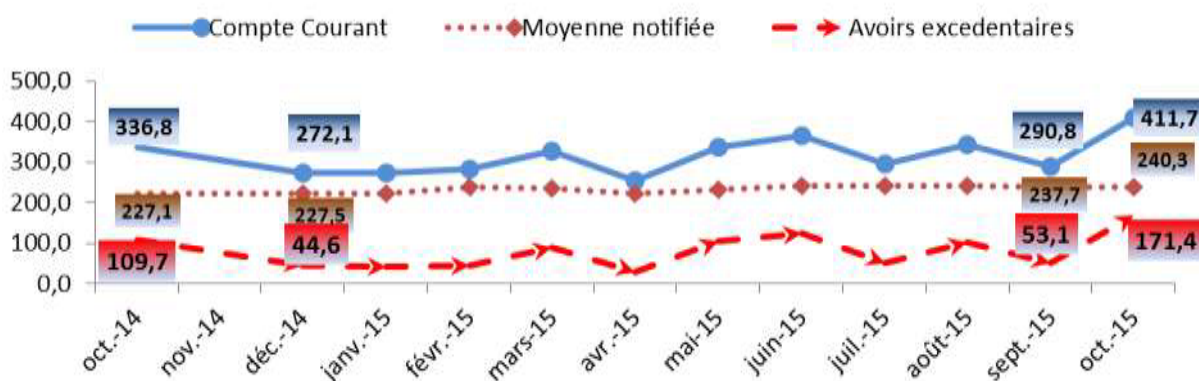
Le coût financier mensuel des opérations Bons BCC au 28 octobre 2015 s'est élevé à 7,78 millions de CDF contre 7,58 millions en septembre et 30,38 millions à la période correspondante de 2014. En cumul annuel, il a totalisé 326,00 millions de CDF contre 1,29 milliard à la période correspondante de 2014.

- Evolution des avoirs libres des banques

Au 31 octobre 2015, le compte courant des banques a connu une hausse de 139,55 milliards de CDF, se situant à 411,67 milliards de CDF contre 272,12 milliards au 31 décembre 2014 et 290,8 milliards de CDF le mois écoulé.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 octobre au 14 novembre 2015 étant de 240,25 milliards de CDF, il se dégage des avoirs excédentaires des banques de 171,41 milliards de CDF contre 109,66 milliards à la période correspondante de l'année 2014.

Graphique 23 : Compte courant des banques en 2015 (en milliards de CDF)





- Evolution des émissions monétaires

A fin octobre 2015, les émissions nettes cumulées se sont établies à 98,78 milliards de CDF contre 144,67 milliards à la période correspondante de 2014, tenant à des destructions de 105,95 milliards et des émissions de 204,72 milliards.

Le cumul des billets recyclés s'est établi à 1.252,98 milliards de CDF contre 935,72 une année avant, représentant 61,01 % en provinces contre 38,99 % au Siège.

Tableau 15 : Evolution des émissions monétaires en 2015 (en millions de CDF)

| Rubrique                            | Janvier    | Février   | Mars       | Avril      | Mai         | Juin       | Juillet    | Août       | Septembre  | Octobre    | Cumul/An     |
|-------------------------------------|------------|-----------|------------|------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| Prévisions émissions                | 7 490,70   | 46 850,00 | -          | 32 770,00  | -           | 42 000,00  | 4 472,00   | 31 928,00  | 5 123,00   | 36 985,00  | 207 618,70   |
| Emissions = (A)                     | 2 481,30   | 43 182,50 | 6 868,15   | 29 111,02  | 4 007,00    | 38 348,00  | 6 534,50   | 33 548,85  | 5 849,11   | 34 793,85  | 204 724,27   |
| Destructions = (B)                  | 11 522,00  | 2 112,50  | 312,50     | 10 775,00  | 25 326,41   | 24 713,09  | 13 914,50  | 5 514,01   | 4 290,00   | 7 467,55   | 105 947,55   |
| Emissions nettes<br>(C) = (A) - (B) | - 9 040,70 | 41 070,00 | 6 555,65   | 18 336,02  | - 21 319,41 | 13 634,91  | - 7 380,00 | 28 034,84  | 1 559,11   | 27 326,30  | 98 776,72    |
| Recyclage                           | 141 454,06 | 94 010,32 | 117 945,67 | 113 635,24 | 108 346,92  | 121 588,87 | 153 324,36 | 119 923,55 | 147 297,68 | 135 452,45 | 1 252 979,13 |
| dont au Siège                       | 56 882,50  | 34 629,72 | 45 859,78  | 41 646,54  | 40 616,80   | 48 685,52  | 64 740,53  | 41 280,30  | 56 805,82  | 57 398,97  | 488 546,48   |
| dont en provinces (*)               | 84 571,56  | 59 380,60 | 72 085,89  | 71 988,70  | 67 730,12   | 72 903,35  | 88 583,83  | 78 643,25  | 90 491,87  | 78 053,48  | 764 432,65   |

### 2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin octobre 2015, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection nette de liquidité de 40,1 milliards de CDF contre une injection programmée de 106,7 milliards de CDF. Cette situation est expliquée principalement par l'action des facteurs institutionnels.

Tableau 16 : Facteurs de liquidité bancaire en 2015 (flux en milliards de CDF)

|  | Programmation | Réalisation  | Ecart         |
|--|---------------|--------------|---------------|
|  | oct-15        | 31-oct-15    | flux          |
| <b>Variation en milliards de CDF</b>           |               |              |               |
| <b>1. Fact. autonomes (hors circul fiduc.)</b> | <b>158,1</b>  | <b>-12,1</b> | <b>-170,2</b> |
| a) AEN   | 74,8          | -147,1       | -221,9        |
| b) AIN   | 83,3          | 135,0        | 51,6          |
| . Crédits intérieurs                           | 83,3          | 141,8        | 58,5          |
| * CNE  | 128,7         | 95,3         | -33,4         |
| * Créances sur BCM (RME)                       | -44,0         | 38,6         | 82,6          |
| * Créances sur secteur privé                   | -1,4          | 7,9          | 9,3           |
| . APN hors Bons BCC                            | 0,0           | -6,9         | -6,9          |
| <b>2. Fact. Institutionnels</b>                | <b>51,4</b>   | <b>-52,2</b> | <b>-103,6</b> |
| a) Encours Bons BCC                            | 62,6          | -77,4        | -140,0        |
| b) Réserve Obligatoire                         | 35,3          | 12,8         | -22,6         |
| c) Encours refinancement                       | 46,6          | -12,4        | -59,0         |
| <b>Fact. Instit. Fact. Auton. (a)</b>          | <b>106,7</b>  | <b>40,1</b>  | <b>-66,7</b>  |

Source : BCC. (i)+ Injection ; - ponction

- Evolution des facteurs autonomes

A fin octobre 2015, les facteurs autonomes ont contribué à une ponction de la liquidité de 12,1 milliards de CDF contre une injection programmée de 158,1 milliards. Cette évolution est principalement liée aux avoirs extérieurs nets qui ont ponctionné 147,1 milliards, alors que les avoirs intérieurs nets ont injecté 135,0 milliards de CDF.

- Evolution des facteurs institutionnels

Les instruments de la politique monétaire ont injecté de la liquidité à hauteur de 52,2 milliards de CDF contre une ponction programmée de 51,4 milliards. Cette situation est consécutive à l'injection réalisée via les Bons BCC de 77,4 milliards, contrebalancée par les ponctions opérées par l'encours de refinancement de 12,4 milliards et la réserve obligatoire de 12,8 milliards de CDF.

#### 2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

##### 2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

A fin octobre 2015, les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 11,0 % par rapport à fin décembre 2014, atteignant un niveau de 3.733,46 millions de USD. Rapprochés à leur niveau d'il y a un mois, ils ont progressé de 0,1 %.

Selon la monnaie de constitution, ces dépôts ont augmenté respectivement de 10,7 % pour les dépôts en monnaies étrangères et de 12,9 % pour ceux en monnaie nationale par rapport à la situation de 2014.

**Tableau 17 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques  
(en millions de USD)**

| TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE                      | déc-14          | janv-15         | févr-15         | mars-15         | avr-15          | mai-15          | juin-15         | juil-15         | août-15         | sept-15         | oct-15          | Variation par rapport à 2014 (en %) | var-Oct.15/sept.15 en (%) |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------------------------|---------------------------|
| <b>I. Dépôts de la clientèle par Types</b>        | <b>3 364,10</b> | <b>3 479,87</b> | <b>3 469,90</b> | <b>3 516,28</b> | <b>3 558,75</b> | <b>3 705,40</b> | <b>3 756,62</b> | <b>3 703,07</b> | <b>3 711,39</b> | <b>3 731,37</b> | <b>3 733,46</b> | 10,98                               | 0,06                      |
| <b>(a) Comptes ordinaires</b>                     | <b>2 834,24</b> | <b>2 978,72</b> | <b>2 946,82</b> | <b>2 973,26</b> | <b>2 996,06</b> | <b>3 142,54</b> | <b>3 159,66</b> | <b>3 101,16</b> | <b>3 093,19</b> | <b>3 103,30</b> | <b>3 092,14</b> | 9,10                                | -0,36                     |
| Comptes courants                                  | 1 925,01        | 2 048,99        | 2 018,90        | 2 049,88        | 2 044,23        | 2 148,98        | 2 143,25        | 2 081,88        | 2 107,32        | 2 114,64        | 2 104,67        | 9,33                                | -0,47                     |
| Comptes de chèques                                | 391,51          | 408,19          | 409,82          | 388,31          | 396,85          | 415,00          | 419,10          | 407,62          | 395,28          | 400,87          | 408,55          | 4,35                                | 1,91                      |
| Comptes sur livrets                               | 438,02          | 440,11          | 448,65          | 454,26          | 459,54          | 476,97          | 478,72          | 483,00          | 468,91          | 480,92          | 478,02          | 9,13                                | -0,60                     |
| Provisions crédocs                                | 15,16           | 15,66           | 14,78           | 15,46           | 21,74           | 17,64           | 17,31           | 29,92           | 20,68           | 12,67           | 12,17           | -19,70                              | -3,90                     |
| Autres  | 64,53           | 65,76           | 54,67           | 65,36           | 73,70           | 83,96           | 101,29          | 98,73           | 101,00          | 94,20           | 88,74           | 37,51                               | -5,80                     |
| <b>(b) Dépôts à terme</b>                         | <b>491,65</b>   | <b>461,86</b>   | <b>481,49</b>   | <b>501,66</b>   | <b>520,69</b>   | <b>504,80</b>   | <b>528,44</b>   | <b>530,01</b>   | <b>549,09</b>   | <b>559,22</b>   | <b>598,42</b>   | 21,71                               | 7,01                      |
| <b>(c) Dépôts à regime spécial</b>                | <b>38,21</b>    | <b>39,29</b>    | <b>41,59</b>    | <b>41,37</b>    | <b>42,00</b>    | <b>58,06</b>    | <b>68,51</b>    | <b>71,91</b>    | <b>69,11</b>    | <b>68,85</b>    | <b>42,90</b>    | 12,28                               | -37,69                    |
| <b>II. Dépôts de la clientèle par Monnaies</b>    | <b>3 364,10</b> | <b>3 479,87</b> | <b>3 469,90</b> | <b>3 516,28</b> | <b>3 558,75</b> | <b>3 705,40</b> | <b>3 756,62</b> | <b>3 703,07</b> | <b>3 711,39</b> | <b>3 731,37</b> | <b>3 733,46</b> | 10,98                               | 0,06                      |
| MN  | 486,45          | 526,84          | 538,09          | 539,19          | 471,17          | 489,62          | 520,17          | 504,71          | 560,32          | 536,51          | 549,37          | 12,94                               | 2,40                      |
| ME  | 2 877,65        | 2 953,03        | 2 931,81        | 2 977,09        | 3 087,57        | 3 215,77        | 3 236,45        | 3 198,36        | 3 151,07        | 3 194,86        | 3 184,09        | 10,65                               | -0,34                     |
| <b>III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE</b> | <b>3 364,10</b> | <b>3 479,87</b> | <b>3 469,90</b> | <b>3 516,28</b> | <b>3 558,75</b> | <b>3 705,40</b> | <b>3 756,62</b> | <b>3 703,07</b> | <b>3 711,39</b> | <b>3 731,37</b> | <b>3 733,46</b> | 10,98                               | 0,06                      |
| Administration publique                           | 173,54          | 166,13          | 141,45          | 132,52          | 196,17          | 201,67          | 149,77          | 159,16          | 155,13          | 135,41          | 141,67          | -18,36                              | 4,63                      |
| Administration publique locale                    | 38,12           | 36,53           | 33,56           | 33,48           | 30,95           | 34,12           | 44,07           | 45,35           | 44,44           | 43,16           | 38,54           | 3,73                                | -8,38                     |
| Entreprises publiques                             | 273,18          | 291,93          | 287,40          | 285,75          | 286,32          | 292,39          | 297,60          | 267,64          | 284,78          | 298,66          | 273,32          | 0,05                                | -8,48                     |
| Entreprises privées                               | 1 391,16        | 1 451,73        | 1 498,16        | 1 534,08        | 1 489,67        | 1 559,80        | 1 631,38        | 1 738,41        | 1 614,07        | 1 648,45        | 1 677,86        | 20,61                               | 1,78                      |
| Ménages   | 1 488,11        | 1 533,55        | 1 509,32        | 1 530,45        | 1 555,65        | 1 617,43        | 1 633,80        | 1 492,51        | 1 612,96        | 1 605,69        | 1 601,06        | 7,59                                | -0,29                     |

Source : Banque Centrale du Congo

##### 2.4.4.2. Crédits à l'économie

A fin octobre 2015, l'encours du crédit à la clientèle a connu une progression de 12,0 % par rapport à décembre 2014, atteignant un niveau de 2.373,91 millions de USD. Les crédits en monnaie nationale et en monnaie étrangère ont affiché des légères augmentations de 11,37 % et 11,21 % par rapport à décembre 2014.

**Tableau 18 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle  
(en millions de USD)**

| Rubriques                                       | déc-14   | janv-15  | févr-15  | mars-15  | avr-15   | mai-15   | juin-15  | juil-15  | août-15  | sept-15  | oct-15   | Variation par rapport à 2014 (en %) | var-Oct.15/sept.15 en (%) |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-------------------------------------|---------------------------|
| <b>Crédits bruts à la clientèle (1+2)</b>       | 2 119,12 | 2 071,09 | 2 094,76 | 2 070,79 | 2 222,61 | 2 219,68 | 2 359,10 | 2 382,99 | 2 385,89 | 2 399,89 | 2 373,91 | 12,02                               | -1,08                     |
| <b>1. Crédits nets par terme</b>                | 2 031,71 | 1 980,90 | 2 007,54 | 1 979,86 | 2 123,94 | 2 118,31 | 2 255,00 | 2 280,48 | 2 278,90 | 2 290,20 | 2 259,87 | 11,23                               | -1,32                     |
| Crédits à long terme                            | 86,20    | 85,94    | 84,72    | 88,97    | 88,92    | 134,03   | 213,08   | 209,60   | 207,89   | 208,75   | 209,18   | 142,67                              | 0,20                      |
| Crédits à moyen terme                           | 546,32   | 533,58   | 546,52   | 543,01   | 554,18   | 567,28   | 603,25   | 594,92   | 601,72   | 654,53   | 656,93   | 20,25                               | 0,37                      |
| Crédits à court terme                           | 517,72   | 478,74   | 513,95   | 482,76   | 505,74   | 506,94   | 470,70   | 482,05   | 395,16   | 406,37   | 408,40   | -21,12                              | 0,50                      |
| Découvert bancaire                              | 800,85   | 790,61   | 779,62   | 750,69   | 852,91   | 808,75   | 851,15   | 871,31   | 940,57   | 877,90   | 852,88   | 6,50                                | -2,85                     |
| Crédits nets en souffrance                      | 80,61    | 92,04    | 82,73    | 114,44   | 122,19   | 101,31   | 116,82   | 122,60   | 133,55   | 142,65   | 132,48   | 64,34                               | -7,13                     |
| <b>2. Provisions pour crédits par monnaies</b>  | 87,41    | 90,19    | 87,21    | 90,92    | 98,66    | 101,36   | 104,10   | 102,51   | 107,00   | 109,70   | 114,05   | 30,48                               | 3,97                      |
| <b>Ventilation des crédits par monnaies</b>     | 2 031,71 | 1 980,90 | 2 007,54 | 1 979,86 | 2 123,94 | 2 118,31 | 2 255,00 | 2 280,48 | 2 278,90 | 2 290,20 | 2 259,87 | 11,23                               | -1,32                     |
| MN  | 227,22   | 173,44   | 198,23   | 187,12   | 192,13   | 194,40   | 210,79   | 232,46   | 236,92   | 249,07   | 253,05   | 11,37                               | 1,60                      |
| ME  | 1 804,49 | 1 807,45 | 1 809,31 | 1 792,74 | 1 931,82 | 1 923,92 | 2 044,21 | 2 048,03 | 2 041,97 | 2 041,13 | 2 006,82 | 11,21                               | -1,68                     |
| <b>Crédits bruts à la clientèle par secteur</b> | 2 119,12 | 2 071,09 | 2 094,76 | 2 070,79 | 2 222,61 | 2 219,68 | 2 359,10 | 2 382,99 | 2 385,89 | 2 399,89 | 2 373,91 | 12,02                               | -1,08                     |
| Administration publique                         | 89,05    | 86,81    | 94,56    | 90,94    | 100,07   | 103,39   | 95,79    | 94,50    | 91,75    | 88,53    | 88,51    | -0,61                               | -0,03                     |
| Entreprises publiques                           | 155,37   | 150,18   | 146,09   | 126,28   | 146,23   | 144,25   | 150,52   | 148,32   | 131,80   | 121,85   | 123,26   | -20,67                              | 1,15                      |
| Entreprises privées                             | 1 277,67 | 1 233,17 | 1 254,88 | 1 241,06 | 1 374,26 | 1 352,36 | 1 467,10 | 1 464,35 | 1 474,48 | 1 441,30 | 1 425,05 | 11,53                               | -1,13                     |
| Ménages   | 597,03   | 600,93   | 599,23   | 612,51   | 602,05   | 619,67   | 645,69   | 675,82   | 687,86   | 748,21   | 737,10   | 23,46                               | -1,48                     |

source : Banque Centrale du Congo

#### 2.4.5. Evaluation des objectifs de la politique monétaire

Tous les objectifs de la politique monétaire demeurent sous contrôle.

**Tableau 19 : Etat des objectifs de la politique monétaire**

| Instruments   | Niveau   | Marges              |              |
|---|--|---------------------|--------------|
| <b>Taux directeur</b>                               | 2,00 %   | 1,28 point          |              |
| Taux MP (Bons BCC) à 7 jours                        | 0,25   | - 0,47 point        |              |
| Taux MP (Bons BCC) à 28 jours                       | 0,58   | - 0,14 point        |              |
| Taux MP (Bons BCC) à 84 jours                       | 0,63   | - 0,09 point        |              |
| <b>Coefficient de réserve obligatoire</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dépôts en ME : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 % pour les dépôts à vue</li> <li>- 7 % pour les dépôts à terme</li> </ul> </li> <li>➤ Dépôts en MN : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % pour les dépôts à vue</li> <li>- 0 % pour les dépôts à terme</li> </ul> </li> </ul> |                     |              |
| <b>Objectifs de Politique Monétaire</b>             | <b>Cible</b>   | <b>Réalisations</b> | <b>Ecart</b> |
|   | octobre-2015   | 31-oct-15           |              |
| Taux d'inflation en glissement annuel               | 3,5 %  | 0,716               | -2,78        |
| Base monétaire au sens strict (milliards CDF)       | 1.241,02   | 1.178,42            | -62,60       |
| M2 hors provisions et dépôts en devises (miads CDF) | 1.299,16   | 1.223,84            | -75,32       |

Source : Banque Centrale du Congo